PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME
Liberté
Égalité
Fraternité

Revue de presse du 23 avril 2026

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant **l'icône** **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Visite officielle

- Notre-Dame-de-Bondeville. Visite ministérielle au cœur du dispositif "Un toit vers l'emploi" : 14m2 favorisant la réinsertion (Tendance Ouest)

Économie et vie des entreprises

- Au Havre, France Travail et la Région lancent un espace formation expérimental (Gazette de Normandie)
- Emploi. Environ 100 000 projets de recrutement en Normandie en 2026 : un chiffre en baisse pour la troisième année consécutive (Tendance Ouest)
- Au Havre, Drone XTR s'envole grâce à son système anti-drone (Paris Normandie)

Social et société

- Rouen. Le contournement est est-il définitivement enterré ? (Tendance Ouest)
- Pointe de Caux. Des cyclistes appelés à faire le pont… au pied du pont de Normandie le 8 mai pour réclamer plus de sécurité (Courrier Cauchois)
- Aide aux carburants : peu convaincus, les professionnels normands réclament d'autres actions (Paris NOrmandie)
- Dans cet immeuble de quinze étages près de Rouen, un ascenseur hors service et des résidents à bout (Paris Normandie)
- Budget, astuces, galères… Comment s'en sortent financièrement les étudiants de Rouen ? (Paris Normandie)

Sécurité

- Duclair. Une police de proximité à vos côtés au quotidien (Courrier Cauchois)
- Au Havre, 20.000 euros d'œuvres d'art volées retrouvées avant leur mise en vente, trois personnes arrêtées (France Bleu)
- Après la mort de Romane renversée près du Havre, un collectif citoyens demande plus de sécurité (PAris Normandie)

Environnement

- Rouen. "On ne peut pas protéger la nature en commençant par la détruire" : d'anciens élus écologistes dénoncent la destruction d'espèces protégées sur la côte Sainte-Catherine (Tendance ouest)
- Projet de valorisation de la côte Sainte-Catherine à Rouen : des militants écologistes dénoncent la dérogation de la préfecture sur la destruction d'espèces protégées (France Bleu)
- Que contenait cette bouteille, jetée à la mer à Saint-Valery et retrouvée 24 ans plus tard au large Fécamp (Paris Normandie)

Collectivités locales et équipements publics

- "On n'aménage pas le territoire, on le ménage" : Djoudé Merabet livre les priorités du mandat à la Métropole (76 actu)
- Le clocher menace de s'effondrer : une église fermée jusqu'à nouvel ordre en Seine-Maritime (76 actu)
- Une partie du boulevard Gambetta totalement fermée pendant plusieurs mois à Rouen : voici quand et pourquoi (76 actu)
- Le pont Corneille de Rouen de nouveau totalement réutilisable : ça change tout pour les automobilistes et les cyclistes (76 actu)
- À Caudebec-lès-Elbeuf, Pascal Bellet, chef de la police municipale, raccroche les gants (Paris Normandie)

Transport

- "Les bateaux font un détour de 13 000 km" : avec la guerre en Iran, le coût du fret maritime s'envole (France 3)

Tourisme

- Prix du carburant en hausse et budget vacances en baisse : Pâques déçoit les professionnels du tourisme. "Sur les réservations, ça a été très timide" (France 3)

Agriculture

- 230 communes de Seine-Maritime touchées par ce plan d'épandage : une enquête publique ouverte (76 actu)

Santé

- "On compare des établissements qui n'ont rien à voir entre eux" : que révèle vraiment le classement des Ehpad de la HAS (France 3)

Patrimoine

- Cathédrale de Rouen : les bâches autour de la flèche en partie retirées, on vous explique pourquoi (76 actu)

Politique

- « Je ne suis pas un maire d'extrême droite » : Tony Leprêtre se confie un mois après sa prise de fonction (Paris Normandie)
- « Du côté du RN comme des autres partis, c'est la démagogie totale », selon le patron du Medef Normandie (Paris Normandie

Acteurs publics

- Présidentielle 2027 : le Parti socialiste veut remettre le statut au centre de la fonction publique
- Budget de l'État : la Cour des comptes appelle à un changement structurel de méthode
- Dix ans après la réforme territoriale, les régions relancent le débat sur un fédéralisme à la française

tendanceouest.com

Notre-Dame-de-Bondeville. Visite ministérielle au cœur du dispositif "Un toit vers l'emploi" : 14m2 favorisant la réinsertion

Margaux Fresnais

~3 minutes

Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités, a visité, mardi 21 avril, un terrain où sont implantées cinq tiny houses (toutes petites maisons) mises à la disposition des personnes dans le besoin à Notre-Dame-de-Bondeville, près de Rouen, afin d'échanger avec des bénéficiaires.

Un projet porté par Franck Renaudin avec son programme "Un toit vers l'emploi", qui vise à fournir à des personnes à la rue un accompagnement vers l'emploi et un accès durable à un logement grâce à ces tiny houses. Une initiative saluée par Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités. *"L'usage est formidable,* sourit-il, *ça permet de proposer des hébergements à des sommes très modiques à des gens qui viennent de la rue, qui aiment ce genre d'habitat car ils ne se verraient pas vivre dans des appartements."*

Des logements qui favorisent la réinsertion

En ouvrant la porte de cette petite maison (tiny house), on trouve un coin cuisine à gauche, un lit sur la droite et une petite table à manger au milieu, sans oublier la salle de bains dans le fond. Au total : 14m^2 où vivent Franck Flory et sa compagne, depuis novembre. Ce couple a pu bénéficier de ce logement, grâce à Franck Renaudin, après avoir passé un an dans la rue pour lui, cinq ans pour elle.

Une opportunité qui a redonné espoir en ce résident. *"C'était la joie ! Surtout savoir que madame est au chaud et qu'on puisse faire la cuisine normalement,* explique-t-il avec émotion. *Le bien d'être chez soi."* Au-delà du confort, il a pu reprendre son travail en intérim. *"J'avais quitté mon emploi par rapport à l'hygiène,* confie-t-il, *maintenant je peux me laver, cette petite maison c'est vraiment la réinsertion."*

- **A lire aussi.** Dans la fabrique des tiny houses, de petites maisons pour les sans-abri

Des habitations adaptées à ces bénéficiaires

Franck Renaudin voulait créer des logements adaptés aux personnes vivant à la rue. Une étape entre la petite maison et l'extérieur. *"Les personnes nous disent : je suis à la fois dehors et dedans,* raconte-t-il, *j'ai un toit mais dès que j'ouvre la porte je retrouve l'univers de la rue."*

Les Tiny Houses : une aide vers la réinsertion

00:00

01:05

0:00 / 1:05

Les bénéficiaires de ces logements paient un loyer et leurs charges. Le but est de leur apprendre, ou réapprendre, à être autonomes et à régler leurs factures à temps. Au total 44 personnes ont pu tirer parti de ces habitations, dont 40 ont pu par la suite trouver un autre type de logement.

lagazettefrance.fr

Au Havre, France Travail et la Région lancent un espace formation expérimental

Chloé Guerout

2–3 minutes

En bref

La Région Normandie et France Travail lancent un espace formation expérimental à l'agence du Havre Souday pour faciliter l'accès des demandeurs d'emploi aux formations.

© Région Normandie

Publié le 22 avril 2026 - Mis à jour le 22 avril 2026

La Région Normandie et France Travail ont inauguré un nouvel «espace formation» à l'agence du Havre Souday. Ce dispositif s'inscrit dans une convention visant à renforcer l'accès à la formation et aux compétences pour les demandeurs d'emploi et les entreprises locales.

Au Havre, cet espace a pour objectif d'orienter les publics vers des formations financées par la Région, en lien avec les besoins en compétences du territoire. France Travail accompagne les demandeurs d'emploi et les entreprises, tandis que la Région organise l'offre de formation et l'information métiers.

L’expérimentation concerne cinq agences en Normandie : Le Havre Souday, Louviers, Alençon, Hérouville-Saint-Clair et Saint-Lô. Ces espaces doivent faciliter l’accès à des parcours vers l’emploi grâce à une information centralisée et visible dans les accueils.

tendanceouest.com

Emploi. Environ 100 000 projets de recrutement en Normandie en 2026 : un chiffre en baisse pour la troisième année consécutive

Romain Bourgerie

2–3 minutes

La baisse se confirme. En Normandie, les intentions d'embauche reculent pour la troisième année consécutive, selon l'enquête *Besoins en main-d'œuvre* de France Travail.

En 2026, 100 692 projets de recrutement sont recensés dans la région. Cela représente 11 115 projets en moins par rapport à 2025.

- **A lire aussi.** Les dernières offres d'emploi en Normandie avec Tendance Ouest

Malgré ce repli, le marché du travail reste actif. Près d'une entreprise sur quatre (23%) prévoit au moins une embauche cette année, qu'il s'agisse de créations de postes ou de remplacements.

Les services aux particuliers toujours pourvoyeurs d'emplois

Les secteurs qui embauchent le plus en Normandie sont d'abord les services aux particuliers avec 47 000 projets de recrutement. Ce secteur englobe l'hébergement, la restauration, la santé humaine et l'action sociale. Les services aux entreprises comptabilisent quant à eux un peu moins de 18 000 projets, et 16,9% des établissements du secteur prévoient de recruter. Le secteur du commerce prévoit lui 11 000 projets d'embauche.

Dans la lignée des services aux particuliers, les métiers les plus recherchés en Normandie en 2026 sont les aides à domicile et les auxiliaires de vie, qui concentrent 4 715 projets. Suivent les aides soignants (4 232 projets) et les serveurs en restauration (3 897 projets).

Les emplois de courte durée ont la cote

Si l'on prend en compte tous les secteurs d'emplois, 30% des besoins sont saisonniers. Un chiffre en hausse, puisqu'il était de 27% l'an dernier.

Les bassins d'emplois qui embauchent le plus de saisonniers sont ceux de Bayeux (Calvados), du Tréport (Seine-Maritime), de Falaise et de Lisieux (Calvados).

- **A lire aussi.** Emploi, chômage, entreprises… Quelles sont les trois informations à retenir du bilan économique normand en 2025 ?

Ces contrats de courte durée concernent notamment le tourisme, l'agriculture et la restauration. Les prévisions d'embauches saisonnières concernent surtout les établissements sans aucun salarié, lorsque le dirigeant de l'entreprise travaille seul par exemple, à hauteur de 53%.

paris-normandie.fr

Au Havre, Drone XTR s'envole grâce à son système anti-drone

Dorothée BRIMONT

7–8 minutes

Drone XTR confirme sa montée en puissance avec un investissement de deux millions d'euros pour un nouveau bâtiment. Chaîne de production en interne, développement du pôle R&D et banc d'essai permettront à Jean-François Adam, président, de s'ouvrir au marché européen.

Par Dorothée BRIMONT

Publié: 23 Avril 2026 à 08h04 Temps de lecture: 2 min

S'il y a bien une vertu qui caractérise Jean-François Adam, c'est la patience. Le président de Drone XTR a attendu quasi une décennie qu'un de ses brevets soit validé par l'INPI (Institut national de la propriété industrielle). Et pour cause, « *il a été mis au secret pendant neuf ans par la DGA* (Direction générale de l'armement). » Cette technologie permet « *de récupérer le flux vidéo des drones analogiques*. » En d'autres termes, à distance, ses équipements anti-drones permettent de capter les images tournées par l'engin grâce à un système de radiofréquence. « *Des solutions jugées sensibles par les militaires*. »

Sécuriser les sites sensibles

D'autres innovations développées par l'entreprise havraise complètent la gamme de ce système anti-drones. Il peut, par exemple, intercepter l'ensemble des informations concernant le drone : « *Les protocoles de l'appareil. Cela va nous permettre de déterminer les coordonnées GPS de l'engin, son niveau de batterie, la position du pilote…* » Une fois ces informations recueillies, en temps réel, un opérateur alerte le client et les forces de l'ordre pour que l'individu soit interpellé. « *Cela permet de sécuriser les sites, contrôler et gérer l'espace aérien*. » À terme, quand la France aura légiféré, « *on pourra également brouiller le signal du drone*. »

Cette solution anti-drones est plébiscitée en France. « *Nous comptons*

350 utilisateurs, soit 110 clients. » Parmi eux, « *les sites industriels Seveso seuil haut*. » Et en premier lieu, « *le groupe TotalEnergies ou encore anciennement Boréalis, à Rouen*. » Ou encore l'ensemble des aéroports internationaux français (hors Paris) : « *Marseille, Nice, Toulouse, Bordeaux, Lyon…* » Grâce à l'appel d'offres de la DSNA (Direction des services de la navigation aérienne) gagné face à Thales. Un sacré concurrent.

On double notre chiffre d'affaires tous les ans.

Des clients civils et militaires

La DGA fait également partie de ses clients. Le système anti-drones équipe « *le centre d'essai de missiles à Biscarrosse. C'est un site de 15000 hectares, 23 km de long !* » D'autres sites stratégiques pourraient bientôt être équipés par Drone XTR. Des essais doivent se dérouler dans les prochaines semaines.

Si l'entreprise existe depuis 2016, « *les premiers clients sont arrivés en 2023, notamment avec le déclenchement de la guerre en Ukraine. L'un des premiers à nous faire confiance, c'est Total.* » Et depuis, « *on double notre chiffre d'affaires tous les ans*. » Pour atteindre 2 millions d'euros fin 2025. Le nombre de salariés est lui aussi en évolution. « *Actuellement, nous sommes quinze. Nous n'étions que trois en 2022 !* » Et bientôt vingt-cinq, « *car je pense embaucher une dizaine de personnes supplémentaires d'ici douze mois*. »

Jean-François Adam ne compte pas s'arrêter en si bon chemin car sa patience a des limites. « *On va construire un nouveau bâtiment pour 2 millions d'euros* », attenant aux locaux déjà existant sur la zone aéroportuaire du Havre. « *Cela va nous permettre de fabriquer nos systèmes chez nous.* » La nouvelle chaîne de production permettra de sortir « *trente systèmes par mois. Aujourd'hui, nous sommes entre trente et quarante par an*. »

Drone XTR va passer de 100 à 600 m², «*avec un banc d'essai et de test et un grand pôle de R&D. Rien ne partira sans avoir été testé !* » Avant la pose de la première pierre, il faut encore le vote des élus de la communauté urbaine LeHavre Seine Métropole, prévu lors de la séance plénière du 9 juillet.

Objectif Europe

Cette extension accompagne le développement de l'entreprise. « *On passe à une nouvelle échelle*. » Jean-François Adam se prépare ainsi à gérer une montée en cadence de sa production et répond à une demande de plus en plus accrue. Car son atout, c'est « *le business model. Nous faisons de la location de matériel et de la prestation de service afin de faire baisser les coûts*. » Cette formule « *nous oblige à être*

toujours performant, de constamment s'améliorer et s'adapter. » Une agilité qui répond à un marché qui évolue à vitesse grand V.

Après la France, Drone XTR s'intéresse aux pays voisins. Objectif Europe. Pour la première fois, l'entreprise va participer à l'Eurosatory, salon international de la défense, à Paris (15-19 juin). Un salon de référence. Sous le pavillon NAE (Normandie AeroEspace), Jean-François Adam espère communiquer sur ces nouvelles technologies et commencer à approcher de nouveaux prospects.

Lire aussi

Après la mort de Romane renversée près du Havre, un collectif citoyens demande plus de sécurité

Football – Arkema Première Ligue : le HAC craque face à Lens et relance la course au maintien

Harfleur en perte d'influence à l'agglo, vols d'objets d'art, menaces à Pierre-Janet… Le point actu à 20 h

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Le Havre

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

Après la mort de Romane renversée près du Havre, un collectif citoyens demande plus de sécurité

tendanceouest.com

Rouen. Le contournement est est-il définitivement enterré ?

Pierre Durand-Gratian

2–3 minutes

Est-ce le dernier clou dans le cercueil du projet d'autoroute A133-A134, aussi appelé contournement est de Rouen ? Dans un communiqué, l'association Effet de serre toi-même se réjouit des conclusions du dernier rapport du Conseil d'orientation des infrastructures (COI), en date d'avril 2026. Cette instance consultative pour le ministère chargé des Transports rend un avis défavorable dans ce rapport, que *Tendance Ouest* a consulté, sur ce projet de liaison entre l'A28 et l'A13, déclaré d'utilité publique (DUP) en 2017. L'avis note par exemple que cette DUP *"n'avait pas levé tous les doutes sur la pertinence de la concession, dont les modèles financiers étaient encore incertains, ni sur l'articulation avec les projets urbains et les politiques des mobilités sur le territoire"*. Le COI insiste par ailleurs sur le fait que ces constats sont renforcés *"par l'émergence depuis 2023 du projet de SERM de Rouen"*, l'idée du développement d'un RER métropolitain.

Il rappelle aussi des impacts environnementaux forts du projet et les désaccords exprimés localement, notamment par la Ville de Rouen et la Métropole Rouen Normandie. *"Le Conseil constate l'impossibilité de conduire le projet en l'état"*, est-il indiqué en conclusion de l'avis. Le COI n'a qu'un pouvoir consultatif mais la mise en concession est toujours suspendue et aucun coup de pelle n'a été donné à cette heure. Par ailleurs, la déclaration d'utilité publique expire en 2027.

Une priorité sur le train ?

Dans le même rapport, le COI juge essentiel le développement de capacités nouvelles en vallée de la Seine pour le train, que ce soit pour les trafics voyageurs ou le fret, issu notamment des ports de Rouen et du Havre.

La désaturation de l'axe passe, pour le COI, d'abord par l'optimisation de la gare de Paris Saint-Lazare, puis par les priorités du projet de Ligne nouvelle Paris-Normandie (LNPN) : les sections Paris-Mantes-la-Jolie et la section Rouen-Barentin, qui inclut le projet de nouvelle gare à Saint-Sever.

lecourriercauchois.fr

Pointe de Caux. Des cyclistes appelés à faire le pont... au pied du pont de Normandie le 8 mai pour réclamer plus de sécurité

Luc Gallais

3–4 minutes

Faire le pont... au pied du pont de Normandie. Une action symbolique se prépare le vendredi 8 mai, à l'initiative de deux associations : l'Association française pour le développement des véloroutes et des voies vertes (AF3V) et La Roue libre (présente à Montivilliers et Harfleur). Ce deuxième jour férié du mois de mai, elles invitent l'ensemble des cyclistes, de tout niveau et pratiques, à une balade au départ de la gare du Havre à 11 heures pour rejoindre le pont de Normandie. Ils s'arrêteront avant la barrière de péage, près de la Maison de l'Estuaire, pour un pique-nique. Une manière symbolique de ne pas traverser l'ouvrage et de mettre en lumière l'absence d'avancées significatives à leurs yeux concernant la sécurité pour la circulation des cyclistes ces dernières années.

"Un statu quo dangereux"

Et pourtant, le dialogue existe avec la Chambre du commerce et d'industrie Seine Estuaire (CCISE), concessionnaire du pont de Normandie (et du pont de Tancarville) jusqu'en 2031, ainsi qu'avec des collectivités. La chambre consulaire a d'ailleurs commandé un rapport d'étude via le cabinet Inddigo en 2019 pour trouver des solutions. Des solutions qui ont, aussi, été formulées par les associations à l'origine de ce rassemblement. "*Des tas de pistes ont été explorées, sans le moindre aboutissement*, regrette Christelle Cubaud, présidente de l'AF3V. *On avait par exemple fait la demande d'une navette en bus pour piétons et vélos, qui avait été considérée comme une très bonne idée. On a travaillé et rendu un cahier des charges, mais rien n'a été fait.*" D'autres pistes ont été proposées. Pêle-mêle, on retrouve la fusion de l'espace piéton et de la bande cyclable pour agrandir la distance auprès des voitures, la limitation à 70 km/h de la vitesse sur le pont de Normandie, l'augmentation du nombre de racks pour accrocher les vélos sur les lignes de bus 39 et 122 (actuellement 6). Autant de demandes qui sont

restées sans suite. "*Il y a bien eu des discussions, mais rien n'a avancé*, poursuit Christelle Cubaud. *On nous fait rouler sur l'équivalent d'une bande d'arrêt d'urgence, sans séparation physique. Il faut qu'on bouge, on ne peut pas rester dans un statu quo dangereux alors que le trafic vélo va augmenter à l'avenir.*" Et la dirigeante d'association d'évoquer que l'ouvrage se situe à la croisée de La Seine à vélo et de la Vélomaritime (Euro Vélo 4).

D'autres collectifs, comme LH Vélorution, mais aussi la Fédération française des usagers de la bicyclette (FUB), vont rejoindre le mouvement. "*L'idée n'est pas de bloquer le pont de Normandie*, précise Isabelle Bailleul, co-directrice de La Roue libre (affiliée à la FUB). *Mais il y a une réelle attente de changement, après des années d'inertie. La diversité du public cycliste est croissante, mais je peux comprendre que certains aient peur au moment de traverser le pont de Normandie.*"

Contactée, la CCISE n'avait pas apporté de réponse à la suite de notre sollicitation au moment de publier cet article.

paris-normandie.fr

Aide aux carburants : peu convaincus, les professionnels normands réclament d'autres actions

Philippe Dufresne avec Romain Huynh

8–10 minutes

Le gouvernement va donner un coup de pouce à environ 3 millions de « Français qui travaillent » impactés par la hausse du prix des carburants. Réactions de professionnels en Normandie, a priori, concernés par cette annonce.

Par Philippe Dufresne avec Romain Huynh

Publié: 22 Avril 2026 à 16h35 Temps de lecture: 2 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

Le gouvernement annonce une aide de 20 centimes par litre pour 3 millions de travailleurs. Les professionnels jugent l'aide insuffisante face à la hausse des prix des carburants. Certains réclament des actions sur les taxes pour un impact plus significatif. La méfiance persiste quant à l'efficacité et la durabilité de cette aide.

Sébastien Lecornu ne veut pas rester les bras croisés face aux difficultés rencontrés par les *« grands rouleurs »* et les *« Français qui travaillent »*, directement touchés par la hausse du prix des carburants. Le 21 avril 2026, le Premier ministre Sébastien Lecornu a assuré qu'un *« dispositif d'accompagnement »* pour quelque trois millions de personnes allait voir le jour. Il s'agira d'une réduction moyenne de 20 centimes par litre (parfois plus forte pour des professions ciblées).

Consultez l'actualité en vidéo

À la station-service d'une grande surface de Port-Jérôme-sur-Seine,

quelques automobilistes font le plein. *« Une aide, c'est toujours mieux que rien. Mais franchement, l'État s'en met plein les poches avec les taxes, y compris quand le prix augmente »*, lâche Magali. À côté d'elle, Fabrice remplit son réservoir : *« Moi, je suis retraité, donc je ne suis pas concerné directement. Ceci dit, ce n'est pas assez pour ceux qui travaillent et ont besoin de leur voiture. »*

Il est vrai que le fossé entre les 20 centimes de l'aide et le nombre de kilomètres avalés par certains met mal à l'aise. Jointe au téléphone, Carine Ferré est infirmière libérale à Étrépagny, dans l'Eure. Elle parle du malaise de sa profession : *« Pour une fois que le gouvernement pense à nous, ça change ! 20 centimes, c'est mieux que rien du tout, mais on est loin de compenser. »* Face au poids du carburant, elle vient de changer de voiture, optant pour une hybride éthanol. *« En quinze jours, j'ai déjà fait 2 000 kilomètres. Donc oui, une infirmière roule beaucoup et a besoin d'aide. Il faudrait intervenir au niveau des taxes, juste pour quelques mois. »*

Vieilles voitures

Tout le monde n'a pas la chance de changer de type de carburant. Wendy Boulanger est gérante de la société Atout Dom, spécialisée dans l'aide à domicile, à Yvetot. Ici, les aides parcourent en moyenne 800 kilomètres mensuels. *« Beaucoup d'aides à domicile ont une vieille voiture au Super ou au gas-oil. 20 centimes, ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas ce qui va changer la donne. »*

Pour le Fécampois Alexandre Leclerc, cette aide est « une fumisterie ». - Boris Maslard / Paris Normandie

Fumisterie

Alexandre Leclerc est pêcheur à Fécamp. Pas l'ombre d'une hésitation pour lui : *« C'est de la fumisterie ! Plus ça va, moins on a confiance. On les connaît les aides, qu'il faut rembourser d'une façon ou d'une autre plus*

tard. Ils nous ont fait le coup en 2008 et 2016. Le gas-oil bleu est passé de 0, 62 € à 1, 27 le litre. 20 centimes ? Cela ne change rien. J'en suis à 1 500 à 2 000 €b par mois, et encore je fais du bulot. Il y a des gars qui font ça en deux jours ! », souligne le patron du Piranha, basé à Fécamp.

Entendus par Edouard Philippe

Au Havre, l'humeur est moins tendue. Pour André Tesson, patron pêcheur du Haalty : *« On a été entendus. C'est un geste fait vers nous. Bien sûr qu'on aurait préféré obtenir 40 centimes par litre de carburant, mais dans l'état actuel des finances du pays, c'est déjà beaucoup, d'autant que le prix du gasoil a commencé à baisser. Ce qui est certain, c'est que d'avoir été reçu par Edouard Philippe a bien servi notre profession. »*

Ne pas prendre la mer

L'inquiétude est claire chez Luis Clapisson à Dieppe. Patron du P'tit Roi, le jeune homme voit le prix du carburant monter sans cesse. *« On est en train de manger le peu qu'on a gagné en début d'année. J'espère que l'été sera bon. Mais cette aide, est-ce qu'on va vraiment l'avoir ? »*, s'interroge-t-il. Il craint un effet d'annonce. Pour l'heure, il préfère ne pas prendre la mer quand le temps est mauvais : *« On consomme plus et la pêche est mauvaise. »*

Le dispositif d'aide de Sébastien Lecornu a bien du mal à convaincre. - Boris Maslard / Paris Normandie

Méfiance

Agriculteur dans l'Eure, Benoit Vieillard reste méfiant vis-à-vis des promesses d'aide. - Boris Maslard / Paris Normandie

À terre, la méfiance est également de mise chez les agriculteurs. Benoît Vieillard de Renneville, dans l'Eure, sait que *« L'État n'a plus d'argent en caisse de toute façon. »* Il constate la hausse du gas-oil non routier, le GNR : *« + 75 % en quelques semaines. Ce n'est pas avec 20 ou 30 centimes qu'on va aller bien loin. Il faudrait plus, mais comment ? »* Installé en polyculture élevage de bovins sur 300 hectares, il n'a pas le choix : *« Il faut que les machines roulent. »*

Changer de stratégie

Pour Eric Bellanger, patron de Fouquet Maçonnerie au Havre, il faut trouver une solution ailleurs : *« 15 ou 20 centimes, ça ne changera pas grand-chose sur le fond. C'est qui est pris est pris, c'est déjà ça. Mais je pense qu'il faut faire autrement. J'ai changé de stratégie. On rationalise les déplacements, j'incite les gars à manger sur place quand c'est possible. On est plus rigoureux dans l'organisation des déplacements. »*

À Yvetot, ce n'est plus la queue à la pompe dans cette grande surface, Marco, retraité, complète son réservoir : *« Ces aides, ce n'est pas assez pour ceux qui travaillent. Il faudrait vraiment baisser la part de taxes. »* Un peu plus loin, Nicolas fait aussi le plein. *« Je ne roule pas beaucoup, mais depuis quelques semaines je roule encore moins. Faut espérer que cela s'arrange rapidement. »*

Lire aussi

Après la mort de Romane renversée près du Havre, un collectif citoyens demande plus de sécurité

Football – Arkema Première Ligue : le HAC craque face à Lens et relance la course au maintien

Harfleur en perte d'influence à l'agglo, vols d'objets d'art, menaces à Pierre-Janet… Le point actu à 20 h

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Port-Jérôme-sur-Seine (Seine-Maritime) Le Havre Rouen (Seine-

paris-normandie.fr

Dans cet immeuble de quinze étages près de Rouen, un ascenseur hors service et des résidents à bout

Robin Rioult

5–7 minutes

Depuis octobre 2025 à Bihorel, l'un des deux ascenseurs de l'immeuble Quercy, qui compte quinze étages, est en panne. Celle-ci est due à un forçage des portes. Les réparations sont en attente de pièces, annoncées sous cinq semaines.

Marie-José Gil n'en peut plus des problèmes d'ascenseur dans son immeuble à Bihorel. - Paris Normandie

Par Robin Rioult

Publié: 21 Avril 2026 à 17h49 Temps de lecture: 1 min

Depuis octobre 2025, les habitants de l'immeuble Quercy, situé rue Louis Lumière à Bihorel, font face à une panne d'ascenseur devenue un vrai casse-tête. L'appareil desservant les étages pairs est à l'arrêt, obligeant les résidents à emprunter les escaliers, souvent les bras chargés de sacs.

Dans le meilleur des cas, l'ascenseur des étages impairs fonctionne, *« et on doit monter ou descendre d'un étage »*, résume un habitant croisé dans le hall. Mais parfois, la cabine restée fonctionnelle part en maintenance, ce qui force les habitants à grimper… jusqu'à quinze étages.

Rentrer chez soi, mission impossible ?

Un parcours du combattant pour Marie-José Gil, 70 ans, dont 42 passés dans l'immeuble. *« Je ne me déplace plus sans canne. Et je ne suis ni la personne la plus âgée, ni la plus handicapée de l'immeuble. »* Alors, pour elle, monter les escaliers est bien compliquée. Si elle a des courses, la tâche devient impossible. *« C'est pour ça que j'ai signé la pétition qui a circulé parmi les habitants. »*

> L'ascenseur concerné demeure hors service, dans l'attente de la réception des pièces. (…) Le délai de commande des pièces est estimé à cinq semaines.
>
> **Square Habitat**, Gérant du syndic de copropriété

Ce n'est pas la première fois qu'un ascenseur est inutilisable. Les habitants avaient déjà vécu une mésaventure similaire en 2024. *« Depuis qu'on nous a changé les ascenseurs en 2023, ils sont beaucoup plus en panne,* constate Marie-José Gil. *D'année en année, on a l'impression que ça dégénère. »*

Depuis, la vieille dame a essayé de faire bouger les choses, *« en vain pour l'instant. »* Elle a cependant réussi à trouver la raison probable de la panne. *« Il paraît que quelqu'un a été bloqué dans l'ascenseur et que, pour sortir, il a ouvert la porte de force. »* Reste que *« l'absence de réaction »* de son bailleur et du syndic lui pèse. *« Je fais un peu le gendarme… J'ai l'impression que l'on doit toujours hausser le ton. C'est moche d'en arriver là ! »*

Des travaux sont bien prévus

Square Habitat, en charge du syndic de copropriété, est bien au fait de la situation. Les portes ont effectivement été forcées par une personne coincée à l'intérieur. *« Cette intervention non appropriée a entraîné des dégradations supplémentaires, aggravant la panne initiale et rendant l'ascenseur totalement inutilisable. »*

Le syndic a missionné un prestataire. *« À la suite de l'incident, la société de maintenance OTIS est intervenue afin de procéder à un diagnostic complet de l'installation,* souligne Square Habitat. *À ce jour* (lundi 20 avril 2026, NDLR), *l'ascenseur concerné demeure hors service, dans l'attente de la réception des pièces commandées et de l'intervention finale du prestataire. Le délai de commande des pièces est estimé à cinq semaines. »*

Square Habitat assure qu'il continuera à suivre le dossier quotidiennement, mais la remise en service de l'ascenseur est conditionnée à ces contraintes techniques et logistiques. Les habitants de l'immeuble Quercy vont donc devoir prendre leur mal en patience.

Contacté, le bailleur Logeo nous a renvoyés vers le gérant du syndic de copropriété, Square Habitat.

Lire aussi

Au Grand-Quevilly, la Ville lance une enquête sur la santé de ses habitants

« C'est très fort pour nous » : le cinéma Omnia de Rouen distingué par un prix international à Las Vegas

paris-normandie.fr

Budget, astuces, galères… Comment s'en sortent financièrement les étudiants de Rouen ?

Mélanie Bourdon

6–7 minutes

Logement, nourriture, santé ou frais de scolarité pèsent lourd sur le budget – souvent restreint – des étudiants. Tour d'horizon de ce qui leur permet de réduire la facture.

Tenir un budget serré, un vrai casse-tête pour les étudiants, à Rouen. - Stéphanie Péron Clément

Par Mélanie Bourdon

Publié: 22 Avril 2026 à 12h28 Temps de lecture: 1 min

Loyer, nourriture, santé, frais de scolarité, transports… Autant de dépenses indispensables mais coûteuses pour les étudiants.

Consultez l'actualité en vidéo

L'épicerie solidaire

À la Ville de Rouen, Agathe Samson, fraîchement élue conseillère en charge de la Jeunesse et de la Vie étudiante, connaît bien le problème du coût de la vie. *« J'étais étudiante il y a encore un an. Je faisais partie de plusieurs associations dont la Feder, la Corpo Pasteur et j'étais élue étudiante. »*

Entre autres, l'ancienne étudiante a vu se monter le projet de l'Agoraé, l'épicerie solidaire tenue par des étudiants pour des étudiants. *« Et la ville, et la Métropole, a subventionné l'installation de l'Agoraé. la Ville met également à disposition des salles pour permettre aux associations étudiantes de se réunir et de distribuer de la nourriture. »*

Selon l'élue, d'autres mesures devraient, prochainement, venir soutenir le pouvoir d'achat des étudiants : *« la mise en place du repas à 1€, pour tous, à partir du 4 mai 2026. Ce sera déjà une grosse avancée contre la précarité alimentaire »*.

La gratuité des transports

De son côté, la Métropole de Rouen prévoit d'étendre la gratuité des transports aux moins de vingt-cinq ans : *« ce qui permettrait aux étudiants des campus plus éloignés de se rendre à l'Agoraé plus facilement. Cela représente quand même 22€ en moins par mois »*. La ville va également créer un livret regroupant toutes les informations nécessaires aux étudiants sur leurs droits et quelques bons plans.

Les commerçants solidaires

En ville, de nombreux commerces proposent des offres spécifiques pour les étudiants : magasins de vêtements, coiffeurs ou encore restaurants. La laverie 5àSec, rue Rollon, a par exemple choisi de l'afficher en grand, dans la rue. Les étudiants y bénéficient d'une réduction de 30 % toute l'année.

« Cette mesure a été mise en place cette année car nous avions beaucoup d'étudiants qui venaient », confie une employée. Les jeunes viennent, surtout pour la blanchisserie : *« Lorsqu'ils rendent leurs apparts, les propriétaires exigent que les couettes et autres tissus soient nettoyés. Aujourd'hui, ils déposent de tout, y compris leurs vêtements. »*

Les astuces des étudiants

« Pour faire des économies, je prends des paniers étudiants », confie, sur le campus de Mont-Saint-Aignan, cette étudiante en psychologie qui bénéficie d'une bourse et du soutien de ses parents. Cette autre étudiante, qui aspire à devenir médecin généraliste, a préféré vivre chez ses parents pour faire les économies : *« et pour le matériel et les livres, j'utilise le pass culture [de 150€, NDLR] ».*

Un peu plus loin, une future aide soignante a choisi, également, de rester chez ses parents, le temps de ses études : *« et je me fais des lunchs box le midi, pour faire des économies ».* Sa bourse de 300€ mensuelle lui sert pour acheter *« [son] ordinateur, [son] matériel, payer [ses] transports… »*

Félix Emedy, étudiant en master 2 sciences du langage, vit aujourd'hui en famille d'accueil et bénéficie d'une petite bourse de 300 € *« Je mange dans ma famille d'accueil le soir, et au resto U le midi. Pour la santé, je vais à la médecine universitaire, c'est gratuit »*.

Une étudiante en première année de sciences a choisi de travailler, en plus de sa bourse. Son salaire, cumulé avec sa bourse porte ses revenus à 1 500 € : *« franchement ça va. Et comme je ne mange que peu de viande, je ne dépense pas trop »*. La jeune fille dit même pouvoir s'offrir quelques loisirs. Un *« luxe »* rare chez les étudiants.

Lire aussi

Au Grand-Quevilly, la Ville lance une enquête sur la santé de ses habitants

lecourriercauchois.fr

Duclair. Une police de proximité à vos côtés au quotidien

Julie Hervieux

3–4 minutes

En février dernier, Jacques Parent a intégré la police municipale de Duclair. Sous le commandement de Jonathan Scheldewaert, Florianne Mahieu et Jacques Parent veillent ainsi à la tranquillité des Duclairois.

Une ville tranquille qui veut le rester

A Duclair, le cœur du métier des policiers municipaux est la proximité. "*Nous effectuons deux patrouilles par jour, nous surveillons les axes, l'installation du marché, la voie verte ou encore les abords des écoles. Nous avons des retours positifs des habitants qui sont heureux de voir leurs policiers municipaux. Duclair est une ville tranquille qui veut le rester*", explique le commandant. Lorsque Jonathan Scheldewaert est arrivé en 2017 à Duclair, il n'y avait qu'un agent de surveillance de la voie publique (ASVP) et un policier municipal à ses côtés. "*Nous avons la chance aujourd'hui d'être trois policiers municipaux armés pour une ville de 4 500 habitants. Nous sommes les premiers au courant lorsqu'il se passe quelque chose, les habitants ont le réflexe de nous appeler*", ajoute-t-il.

Cette proximité, Florianne Mahieu et Jacques Parent la recherchaient. "*Je suis arrivée il y a deux ans à Duclair. Auparavant j'ai travaillé à Petit-Quevilly, Elbeuf, Mantes-la-Jolie. Je cherchais une police municipale de proximité, ce qui n'existe pas dans les grandes villes. Ici, on prend le temps d'échanger avec les habitants et de mener des actions comme des opérations harcèlement scolaire dans les écoles*", note Florianne Mahieu. De son côté, Jacques Parent a connu la gendarmerie et la police municipale dans d'autres départements avant de rejoindre la police de Caux Seine agglo et désormais Duclair. "*En venant à Duclair, j'ai trouvé le bon équilibre. Je découvre ce qu'est l'essence de notre métier, la proximité avec les gens, je le faisais très peu avant*".

Les yeux sur les caméras

A Duclair, une trentaine de caméras de surveillance sont installées et permettent de couvrir les quatre coins de la commune. Une

vidéosurveillance aux mains des policiers municipaux. "*Nous sommes agréés par la préfecture pour gérer la vidéosurveillance. Les images sont utilisées par la gendarmerie sur réquisition du procureur*", explique Jonathan Scheldewaert. Si au Trait les policiers municipaux sont équipés d'une caméra piéton depuis le début de l'année, à Duclair ce point n'est pour le moment pas à l'ordre du jour. "*Duclair avait été expérimentée pour de la vidéo corporelle. Nous n'avons pas fermé la porte, la police et la gendarmerie en sont dotées donc ça va venir pour nous aussi,* poursuit-il. *Depuis deux mandats, le choix a été fait de toujours améliorer et conserver du matériel efficace. Ça fonctionne très bien et nous entretenons de très bonnes relations avec la gendarmerie*".

ici.fr

Au Havre, 20.000 euros d'œuvres d'art volées retrouvées avant leur mise en vente, trois personnes arrêtées

Simon Maunoury

4–5 minutes

Publié le mercredi 22 avril 2026 à 20:08

Plusieurs individus ont tenté de revendre plusieurs œuvres d'art volées dans une salle des ventes au Havre. Deux suspects ont été interpellés, mercredi 15 avril 2026 en flagrant délit.

Trois hommes arrêtés pour recel d'œuvres d'art au Havre, le 15 avril 2026. Une enquête a été lancée par la compagnie de gendarmerie départementale du Havre après le **signalement du dépôt d'un tableau volé** au sein d'une salle des ventes du Havre. La première œuvre a été déposée le 18 mars 2026.

Des œuvres issues de cambriolages

Un individu est venu déposer plusieurs objets en vue de leur mise en vente auprès d'un commissaire-priseur. Une fois en ligne, **une victime a reconnu l'une de ses toiles** qui lui avait été volée lors d'un cambriolage commis en octobre 2023 à Hattenville, entre Yvetot et Fécamp.

Un mois plus tard, le 15 avril, la même personne retourne cette fois-ci avec un complice en salle des ventes avec de nouveaux objets aussi issus de cambriolages. Des investigations sont alors menées. Un dispositif est mis en place avec les compagnies de gendarmerie du Havre, de Terres-de-Caux, le PSIG et la brigade de recherches. Les forces de l'ordre ont pu **interpeller deux suspects en flagrant délit** alors qu'ils se présentaient une nouvelle fois en salle des ventes pour y déposer d'autres objets.

Un préjudice estimé à 20.000 euros

Des perquisitions ont eu lieu au domicile des mis en cause ainsi que dans un garage. De nombreux objets ont été retrouvés : **tableaux, mobilier ancien ou encore horlogerie**. Les investigations ont mené à l'arrestation d'un troisième individu. Tous ont été placés en garde à vue.

Au total, **13 objets ont pu être restitués à leurs propriétaires**, pour un préjudice estimé à 20 000 euros. Deux des mis en cause sont convoqués devant le tribunal correctionnel, l'un d'eux a été placé sous contrôle judiciaire.

Plusieurs objets ont été identifiés, en lien avec l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels. Certains venaient de cambriolages commis à Nointot en octobre 2022 et à Hattenville en octobre 2023.

- justice
- Ventes aux enchères
- Enquêtes – Investigation
- Cambriolage

Certaines affaires ne se referment jamais vraiment. Avec « L'enquête continue », explorez chaque mois un fait divers marquant. Récit, archives, éclairage : une relecture indispensable pour saisir ce que ces affaires disent de notre société.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

Passer la section

- Ce mercredi 18 juin, la mairie du Havre a posé la première pierre du futur centre d'art contemporain, esplanade Mandela, quai Southampton. L'ancien espace André Graillot, qui a aussi abrité la gare maritime des ferries vers l'Irlande dans les années 90, s'appellera Antoine Rufenacht.

  Le 18/06/2025 à 17:14

- Ce mardi 23 septembre, six hommes, dont deux dockers, ont été interpellés en baie de Seine, pour avoir fait sortir 63,9 kilos de cocaïne d'un porte-conteneur dans le port du Havre, selon une source policière à ICI Normandie.

  Le 25/09/2025 à 18:54

- La 9e édition du festival d'art contemporain Un Été au Havre débute ce 28 juin, et se tient dans les rues de la cité Océane jusqu'au 21 septembre. Entre des voiles dans l'ancienne caserne des pompiers, des cabanes dans les rues et des portes de Mossoul, découvrez la programmation de la saison 2025.

paris-normandie.fr

Après la mort de Romane renversée près du Havre, un collectif citoyens demande plus de sécurité

Paris Normandie

5–6 minutes

Après l'accident tragique de janvier 2025 qui avait provoqué la mort d'une adolescente sur la D139, un collectif de citoyens organise une marche participative mercredi 29 avril 2026 à 17h30 au départ du gymnase de Gonneville-la-Mallet en direction de l'arrêt de bus de la Gonnevillaise.

Au carrefour du hameau du Tôt, face à l'arrêt de bus de La Gonnevillaise. Sur la D139, les véhicules circulent à grande vitesse. - Paris Normandie

Par la rédaction

Publié: 23 Avril 2026 à 06h44 Temps de lecture: 1 min

Le 9 janvier 2025, de retour du Havre, Romane, 15 ans, succombe au tragique accident automobile dont elle est victime alors qu'elle venait de descendre du car, à l'arrêt « La Gonnevillaise » sur la D139, et traversait la route de nuit pour rentrer chez elle. Au-delà de sa famille, la mort de

l'adolescente a ému tout le village de Gonneville et plus loin. Aujourd'hui, en avril 2026, le rapport d'expertise n'est toujours pas connu.

Consultez l'actualité en vidéo

Après cet accident mortel et ceux graves qui l'ont précédé, un collectif de citoyens organise une marche participative mercredi 29 avril à 17h30 au départ du gymnase de Gonneville en direction de l'arrêt de bus de « La Gonnevillaise ». Pour alerter les collectivités concernées : la municipalité de Gonneville-la-Mallet, la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole et le Département de Seine-Maritime. *« Nous réclamons aux collectivités locales un aménagement sécurisé de l'arrêt des bus scolaires, départementaux et communautaires, ainsi que la traversée des piétons, des cyclistes et des automobilistes qui sortent des trois hameaux concernés. »*

Au carrefour du hameau du Tôt, face à l'arrêt de bus de La Gonnevillaise. Sur la D139, les véhicules circulent à grande vitesse.

« Aujourd'hui, le dialogue semble au point mort »

Depuis un an, les échanges avec les collectivités ont abouti à une première série d'améliorations : un radar pédagogique, installé de façon provisoire et malheureusement supprimé en mars dernier, et des bandes rugueuses. La demande du collectif d'installer un îlot central permettant la traversée en deux temps, n'est pas, pour le moment, retenue par la communauté urbaine.

Les participants sont attendus nombreux à la marche du mercredi 29 avril qui partira du gymnase de Gonneville-la-Mallet à 17h30. - Paris Normandie

« Aujourd'hui, le dialogue semble au point mort. C'est pourquoi nous avons décidé de rendre publique notre action et d'appeler la population à nous soutenir en participant, nombreux, à une marche le mercredi 29 avril. Nous partirons à 17h30 du gymnase de Gonneville en direction de l'arrêt de bus de la Gonnevillaise, pour nous retrouver ensuite sur la place du marché. »

Contact : comitesecurisationgonneville@gmail.com

Lire aussi

Football – Arkema Première Ligue : le HAC craque face à Lens et relance la course au maintien

Harfleur en perte d'influence à l'agglo, vols d'objets d'art, menaces à Pierre-Janet… Le point actu à 20 h

Près de 160 jeunes sur un terrain de foot au Havre pour parler de cyberharcèlement et de temps d'écran

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

Gonneville-la-Mallet (Seine-Maritime)

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

Le Havre

tendanceouest.com

Rouen. "On ne peut pas protéger la nature en commençant par la détruire" : d'anciens élus écologistes dénoncent la destruction d'espèces protégées sur la côte Sainte-Catherine

Alexandre Leno

3–4 minutes

D'anciens élus écologistes dénoncent, dans une tribune publiée lundi 20 avril, la destruction prévue de plusieurs espèces animales dans le cadre du projet de valorisation de la côte Sainte-Catherine à Rouen. La Métropole de Rouen qui pilote le projet a obtenu de la préfecture une dérogation, le 11 mars dernier, l'autorisant à détruire ou altérer les habitats d'espèces protégées qui s'y trouvent. Le document autorise également la destruction ou la capture de certaines espèces.

"Il y a des écureuils, des orvets, des chauves-souris, des grenouilles… On ne peut pas protéger la nature en commençant par la détruire", lance Guillaume Grima, signataire de la tribune qui réclame, avec d'autres, *"d'abandonner toute velléité de destruction des espèces protégées".* Aujourd'hui responsable à l'association Effet de serre toi-même, l'écologiste a été notamment adjoint au maire de Rouen de 2008 à 2012. *"Ce que fait la Métropole aujourd'hui ne correspond pas à l'aménagement d'un milieu naturel."*

Une baisse de la biodiversité sans intervention ?

Le projet de valorisation vise à restaurer et protéger le site classé aux Monuments historiques. La Métropole, appuyée par la préfecture, considère que le lieu est dégradé notamment en raison du manque d'entretien du site, du développement de cheminements sauvages et d'un parking du belvédère inadapté qui "dénature" le paysage. D'ailleurs pour justifier son arrêté, la préfecture estime *"qu'en l'absence de mise en œuvre du projet et d'une gestion adaptée, une dégradation progressive du milieu est à prévoir"* avec pour conséquences la baisse de la biodiversité.

Une intervention qui serait donc un mal pour un bien ce que conteste Guillaume Grima. *"Il faut travailler davantage en transition douce sur la*

construction d'un espace naturel… ce qu'entrevoit la Métropole ce sont des travaux lourds, c'est une transition qui est dans le fond une rupture."
Si l'ancien élu valide certains aspects du projet tels que la rénovation du belvédère haut ou encore l'amélioration du balisage pour accéder au site, d'autres aménagements font grincer des dents comme le projet de création d'une route à l'intérieur du massif forestier pour accéder aux futures places de stationnement PMR. Guillaume Grima regrette également un manque de concertation sur le sujet bien qu'il y ait une certaine appétence citoyenne autour de cette valorisation du site.
"Beaucoup d'habitants du Mont-Gargan ou de Bonsecours suivent le dossier tout comme une dizaine d'associations… ce serait un beau laboratoire pour faire de la démocratie participative"t

Des compensations écologiques

Contactée, la Métropole de Rouen n'a pas encore répondu.

Selon l'arrêté préfectoral autorisant les destructions d'espèces de la côte Sainte-Catherine, la collectivité s'engage à mettre en œuvre des mesures de compensation des impacts écologiques. Sont prévus notamment la plantation d'arbres, l'installation de nichoirs et de gîtes pour les oiseaux et mammifères, la création d'îlots de sénescence, ou encore la gestion durable des pelouses calcicoles.

france3-regions.franceinfo.fr

Projet de valorisation de la côte Sainte-Catherine à Rouen : des militants écologistes dénoncent la dérogation

Yves Asernal

5–6 minutes

Riverains, associations écologistes, anciens élus... L'opposition au projet d'aménagement de la côte Sainte-Catherine ne faiblit pas. En outre, la Métropole Rouen Normandie dispose désormais d'une dérogation préfectorale autorisant la destruction des espèces protégées du site. Des militants écologistes ont signé une tribune ce lundi 20 avril pour exprimer leur désaccord.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Stéphanie habite à 10 mètres seulement des futurs aménagements. Cette riveraine de Bonsecours a participé aux consultations publiques ces derniers mois sur le projet de valorisation de la colline. Elle n'est toujours pas rassurée.

> À 10 mètres de mon lieu d'habitation, il est prévu un parcours ludique qui va attirer beaucoup de monde, ce qui va impacter la paisibilité du lieu, mais également la destruction d'espèces protégées, c'est incompréhensible.
>
> *Stéphanie Cellier, riveraine*

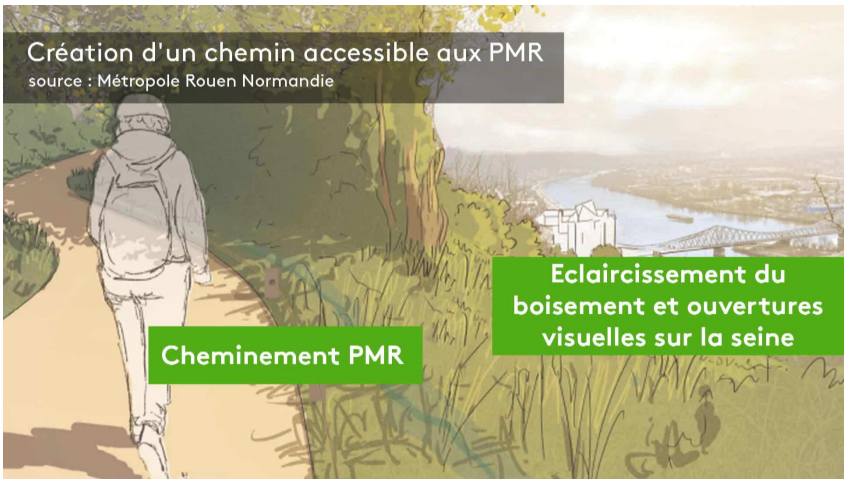
Lancé en 2021 par la Métropole de Rouen Normandie, le projet de valorisation de la côte Sainte-Catherine, site classé monument historique et site naturel depuis 2002, prévoit plusieurs aménagements : un cheminement accessible aux personnes à mobilité réduite dans la partie haute, un parcours ludique pour enfants, des ouvertures visuelles sur la Seine ainsi qu'un éclaircissement du boisement.

Des travaux relativement importants sur un site dont la Métropole

souligne, elle-même, la richesse écologique et patrimoniale.

Reportage de François Pesquet et Olivier Flavien :

durée de la vidéo : 00h01mn40s



Polémique autour de l'aménagement de la Côte Sainte-Catherine à Rouen • ©F3 Normandie

Lors de la consultation organisée en janvier 2026, sur la demande de dérogation sur la destruction d'espèces protégées visant à faciliter ces aménagements, près de 200 contributions ont été déposées. 83,3 % d'entre elles exprimaient un avis défavorable. Seulement 4,7 % se disaient favorables.

Malgré cela, la préfecture de Seine-Maritime a accordé le 11 mars dernier à la Métropole l'autorisation de déroger à la protection stricte de plusieurs espèces : chauve-souris, orvets, grenouille et écureuils.

Une décision qui a provoqué la publication ce lundi 20 avril 2026 d'une tribune signée par d'anciens élus écologistes rouennais. Ils pointent notamment ce qu'ils voient comme une contradiction : la Métropole finance par convention des associations de protection des chauves-souris, tout en demandant l'autorisation de détruire l'espèce sur ce même espace naturel.

Pour Guillaume Grima, président de l'association Effet de serre toi-même, le problème est structurel. "*Nous sommes face à un dossier qui génère une incompréhension profonde et une rupture avec beaucoup de politiques publiques, puisque la concertation ne fut pas de qualité, au contraire*, pointe le militant. *Il y a des atteintes à des espèces protégées, des destructions d'habitats, de zones de reproduction ou d'alimentation. C'est totalement contradictoire.*"

Alors que les élections municipales de 2026 viennent de se tenir et que le maire (PS) de Rouen Nicolas Mayer-Rossignol a été réélu à la présidence de la Métropole Rouen Normandie, les signataires de la tribune demandent aux nouveaux élus de rouvrir le dialogue et d'abandonner les éléments les plus contestés du projet.

Du côté de la Métropole, la représentante Chrystèle Morin-Deforceville, adjointe au directeur général en charge du développement économique et de la transition écologique, assume le projet et en défend la logique environnementale. Elle estime que l'aménagement et la valorisation de la côte Sainte-Catherine vont permettre de réguler la circulation des visiteurs.

"*Le projet, c'est aussi de protéger l'existant, et de canaliser les usagers, quels qu'ils soient, afin de faire en sorte qu'ils ne se dispersent pas partout et d'éviter d'altérer la faune et la flore*", conclut-elle.

Avec François Pesquet.

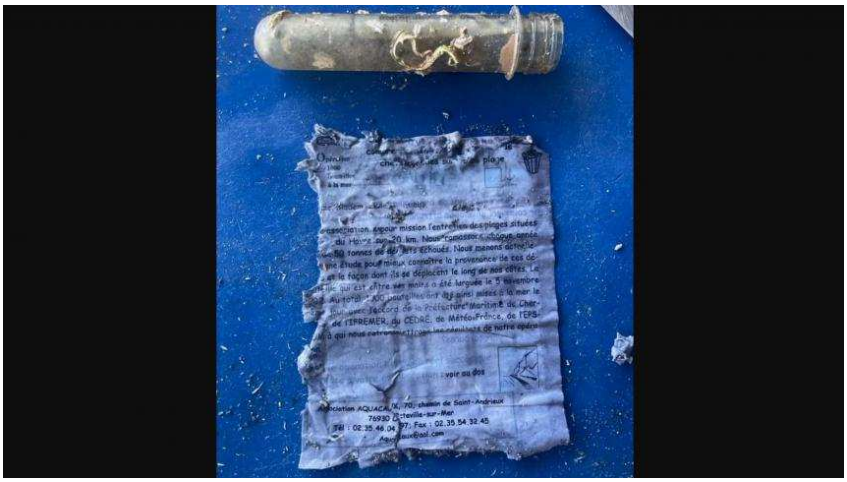
paris-normandie.fr

Que contenait cette bouteille, jetée à la mer à Saint-Valery et retrouvée 24 ans plus tard au large Fécamp ?

Matthias Chaventré

5–7 minutes

Les marins du « Maximum », un bateau fécampois, ont pêché un mystérieux tube contenant un message daté de 2002. Lancé par l'association Aquacaux, il refait surface et remémore une étude sur les déchets marins et leurs trajectoires en mer.



Dans le tube pêché au large de Saint-Valery-en-Caux : le message d'Aquacaux lisible malgré vingt-quatre années en mer. - Le Maximum

Par Matthias Chaventré (avec correspondant)

Publié: 21 Avril 2026 à 18h02 Temps de lecture: 2 min

À bord du bateau fécampois *Le Maximum*, la remontée de la drague s'est déroulée normalement. Les minutes qui ont suivi ont été plus particulières. Les coquilles Saint-Jacques pêchées au-delà des douze milles, au large de Saint-Valery-en-Caux, ont été déversées sur le tapis

de tri, à bord. Jeudi 16 avril 2026, lors de la dernière marée de la semaine, c'est là que les matelots ont détecté *« une chose inhabituelle »*, témoigne Ludovic Thieulent, patron armateur. *« Un gros tube cylindrique »* avec un message à l'intérieur datant de 2002.

Consultez l'actualité en vidéo

Le texte à l'intérieur mentionne une *« Opération : 1 000 bouteilles à la mer »*, portée par l'association Aquacaux, installée à Octeville-sur-Mer. Dans le message d'il y a vingt-quatre ans, elle indique mener une étude *« pour mieux connaître la provenance des déchets »*. Elle précise avoir *« pour mission l'entretien des plages situées au nord du Havre sur 20 km »*.

Identifier les points de largage des déchets

Ludovic Thieulent, patron du Maximum à Fécamp. - Photo Paris Normandie

Directrice d'Aquacaux, Patricia Lerouge se souvient bien de cette opération réalisée avec le concours de la SNSM et du Cedre, organisme basé à Brest et spécialisé dans les pollutions maritimes. *« On cherchait à identifier les éventuels points de largage des déchets qui alimentaient nos plages entre Le Havre et Saint-Jouin-Bruneval. »* Chacune des 1 000 bouteilles – qui étaient plutôt des gros tubes à essai – comportait le message et une enveloppe T pour que celui qui mettait la main dessus dise où il l'avait trouvée. Elles avaient été larguées depuis le pont de Normandie, les zones d'attente des ports du Havre, de Rouen, d'Antifer, et au large d'Octeville.

> « La première fois qu'on m'en signale une qui a été ainsi pêchée. »
>
> **Patricia Lerouge**, Directrice d'Aquacaux

Un rapport a été effectué dans les mois qui ont suivi, et on a continué à

récupérer d'autres bouteilles. La très grande majorité de celles larguées dans les zones d'attente *« a été retrouvée dans le secteur sur lequel on travaille*, poursuit Patricia Lerouge. *Peut-être quelques-unes vers Deauville-Trouville. Mais quasi toutes se sont déplacées vers le nord. »*

La trouvaille par Le Maximum surprend tout de même la directrice d'Aquacaux. *« Je crois bien que c'est la première fois qu'on m'en signale une qui a été ainsi pêchée. Globalement, ça a été retrouvé par des gens qui nettoient les plages ou des chercheurs de fossiles. Parce qu'elles ont échoué et se sont trouvées stabilisées. »*

De la légèreté dans une actualité morose

Celle du *Maximum* a heureusement été photographiée rapidement. Car mis au soleil sur le bateau pour qu'il sèche, le message *« s'est carrément effrité »*, témoigne Ludovic Thieulent. Une histoire qui apporte un peu de légèreté dans l'actualité morose de la pêche. *Le Maximum* finit la campagne de la coquille avant du repos et de petits travaux. *« Après, on ira peut-être au chalut. Uniquement si le prix du gasoil diminue. C'est ce qui va nous freiner. »*

Lire aussi

Que se cache-t-il derrière la mystérieuse question affichée sur les murs et panneaux, à Fécamp ?

actu.fr

"On n'aménage pas le territoire, on le ménage" : Djoudé Merabet livre les priorités du mandat à la Métropole

Aurélien Delavaud

8–10 minutes

Djoudé Merabet, le maire d'Elbeuf, a été réélu premier vice-président de la Métropole. Il livre les principaux enjeux pour sa délégation et pour l'agglo d'Elbeuf.

Sur le même thème

- Environnement
- Travaux
- Urbanisme

Article réservé aux abonnés

Djoudé Merabet a été réélu premier vice-président de la Métropole Rouen Normandie et conserve ses prérogatives en matière d'urbanisme. ©Aurélien Delavaud

Par Aurélien Delavaud Publié le 22 avr. 2026 à 18h01

Le mercredi 8 avril 2026, **Djoudé Merabet**, le maire d'Elbeuf (Seine-Maritime), a été réélu dans son rôle de premier vice-président de la **Métropole Rouen Normandie**. Pendant ce mandat qui s'ouvre, il sera à nouveau en charge de l'**urbanisme** et de l'aménagement du territoire,

mais également responsable du pôle de proximité Val de Seine, qui regroupe notamment les communes du pays d'Elbeuf. Les priorités de la Métropole, l'urbanisme de demain, sa vision à long terme… Il se confie sur les dossiers à gérer, au lendemain de sa prise de fonction.

Vous êtes en charge de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, à la Métropole. Concrètement, quelles seront vos missions ?

C'est la poursuite de la délégation qui j'ai eu dans le mandat précédent : l'urbanisme, l'aménagement mais aussi le ménagement du territoire. C'est la transformation de la Métropole, qui doit prendre en compte encore plus la dimension environnementale.

Est-ce que ça veut dire qu'il doit y avoir deux volets : ce que la Métropole peut faire et ce qu'elle doit empêcher de faire ?

C'est exactement ces deux sujets. On a commencé à transformer notre document d'urbanisme dans le mandat précédent, le SCOT, avec une ambition Air, énergie et climat (AEC), on a commencé à réviser notre Plan local d'urbanisme (PLU). Les deux sont en cours de mise en place, après des ateliers et énormément de consultations. Ma délégation, c'est l'accompagnement à la transformation du territoire. Là, le bateau est parti, mais il n'est pas encore arrivé et je pense que c'était plus simple de garder le même élu pour tout le voyage. Il y a aussi une dimension personnelle, parce que j'ai beaucoup appris sur ces sujets et ça m'a plu. Je ne me voyais pas proposer ou recevoir une autre délégation.

Il y a quand même une contrainte, puisque vous estimiez il y a quelques jours que vous serez « le vice-président le plus détesté du mandat » ?

En fait, on est dans un moment où on doit repenser complètement notre manière de penser le territoire et comment on consomme le foncier. On doit se réinterroger sur nos façons de nous déplacer, de construire, comment on rafraîchit nos espaces publics parce que le climat va changer. C'est une rupture avec le monde d'avant. Cette génération a des enjeux extrêmement forts pour les prochaines. Ma délégation, elle commence par le ménagement. Aujourd'hui, on n'aménage pas le territoire, on doit le ménager.

Il faut savoir résister à ceux qui veulent construire toujours plus, consommer toujours plus, étendre les centres commerciaux… Il faut avoir le courage d'imaginer le temps long. Je le fais en tant que maire de la ville et je veux le faire en tant que vice-président de la Métropole.

Vous serez aussi en charge du pôle de proximité Val de Seine, qui regroupe les communes du pays d'Elbeuf.

Son périmètre ne change pas, il va toujours de Saint-Pierre-lès-Elbeuf à Petit-Couronne, mais je vais être amené à bosser avec d'autres maires.

Selon vous, quelle doit être la priorité de ce mandat ?

À l'échelle de la Métropole, c'est l'atterrissage du SCOT. On est parti de très loin… C'est un engagement très fort, car ça structure le territoire pour longtemps. On a eu la volonté de faire un SCOT AEC, c'est-à-dire qui intègre cette notion Air, énergie et climat. On sait que c'est aujourd'hui qu'il faut qu'on le fasse, alors que d'autres métropoles n'ont pas fait ce choix. Le SCOT, c'est la construction du territoire de demain.

Ça passe par quel genre de restrictions ou d'incitations ?

Moins polluer nos sols, c'est une restriction. On doit arrêter de polluer nos sols, en arrêtant les pesticides, la consommation de terres agricoles… Oui, via le SCOT, la Métropole a le pouvoir de le faire. Il y a le renforcement des mobilités douces, on a un plan pour la nourriture en renforçant les cultures maraîchères, on travaille sur le logement, sur les énergies… Il y a des restrictions que l'on assume ! On ne doit plus accepter de couper des espaces forestiers ou d'abîmer nos zones naturelles. À l'inverse, on va être plus facilitateur, dans l'accompagnement, pour la rénovation des logements par exemple.

Et à l'échelle du pôle de proximité quelle va être la priorité ?

C'est que l'intégralité des communes s'adapte aux nouvelles orientations que l'on souhaite et peut-être qu'elles en soient aussi des moteurs. La ville d'Elbeuf a une responsabilité majeure dans le projet métropolitain, parce que c'est le deuxième cœur d'agglomération de la Métropole. On a un bassin de vie avec un positionnement assez particulier dans le grand territoire, avec la proximité de l'Eure, qui en fait un atout et une responsabilité à assumer. La Ville doit le faire, mais les communes du pôle de proximité doivent le faire aussi, avec des petites différences.

Depuis plusieurs années, vous vous battez contre les centres commerciaux périphériques, et leurs effets sur le commerce de centre-ville. Pour ce mandat, quels seront vos leviers pour agir ?

Le premier, c'est une prise de conscience ! Il faut que les gens privilégient, quand ils le peuvent, les commerces de proximité. Il n'y a pas que le commerce d'Elbeuf qui souffre, quand vous dézoomez un peu et que vous regardez la vacance commerciale dans les autres communes, il y a un impact. Ensuite, il y a la prise de responsabilité des élus. On est en train de montrer tous les effets dévastateurs de l'extension des zones commerciales. Il faut être capable de dire au promoteur qu'on arrête, ça suffit.

Et si demain une grande enseigne demande à construire pour s'implanter, par exemple à Tourville-la-Rivière, vous vous y opposerez ?

Il y aurait des discussions de manière très claire. On nous dit tout le temps que ça va créer de l'emploi. Souvent c'est un peu flou… Est-ce qu'on peut se contenter de cet argument, quand ce n'est pas que du temps plein, quand ils démarrent à 12 et qu'on finit rapidement à 6 ?

Autre sujet important, pour les communes de l'agglomération, c'est celui de l'investissement. Quels sont les grands dossiers pour ce mandat à la Métropole, dans l'agglo d'Elbeuf ?

Le premier gros sujet annoncé, c'est de doubler l'enveloppe d'aide à l'aménagement pour les petites communes. Ensuite, tous les gros projets d'investissements sont accompagnés par la Métropole. Pour les projets structurants pour le territoire, il y a la route de Louviers, qui est une porte d'entrée. Depuis des années, elle pose des difficultés aux riverains, aux commerçants et aux conducteurs. C'est un projet à 1,4 million d'euros avec de la piste cyclable, des commerces plus accessibles, une vitesse apaisée… Après les études, on va rentrer dans une phase de concertation avant le mois de juin et ensuite il y aura neuf mois de travaux qui vont commencer au dernier trimestre 2027.

Il y a aussi le NPNRU de Cléon, avec les travaux de la RD7, qui était une césure dans Cléon et Saint-Aubin. Elle va changer la RD7.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Le clocher menace de s’effondrer : une église fermée jusqu’à nouvel ordre en Seine-Maritime

Augustin Bouquet des Chaux

~2 minutes

Cette église située entre Dieppe (Seine-Maritime) et Rouen a été fermée jusqu’à nouvel ordre. La raison ? Son clocher menace de s’effondrer.

Sur le même thème

- Patrimoine
- Religion
- Terroir-de-Caux

L’église de Varvannes, près de Dieppe (Seine-Maritime), est fermée jusqu’à nouvel ordre. ©Commune de Val-de-Saâne

Par Augustin Bouquet des Chaux Publié le 23 avr. 2026 à 6h24

L’église de **Varvannes** qui dépend de la commune de Val-de-Saâne près de Dieppe (Seine-Maritime) a été fermée au public depuis le 16 avril 2026 pour une durée indéterminée.

Le maire, **Gilles Paumier**, a décidé de prendre un **arrêté de mise en péril**. Le **clocher** de l’église présente actuellement un risque important d’**effondrement**.

Une expertise technique bientôt réalisée

« Une expertise technique va prochainement être réalisée par une société spécialisée afin d'évaluer l'état de la structure et de déterminer les travaux nécessaires », explique la commune de Val-de-Saâne sur l'application Panneau Pocket.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Une partie du boulevard Gambetta totalement fermée pendant plusieurs mois à Rouen : voici quand et pourquoi

Fabien Massin

3–4 minutes

Des travaux ont démarré sur le boulevard Gambetta, à proximité du CHU de Rouen (Seine-Maritime). L'axe sera en partie fermé de mai à septembre 2026. Précisions.

Sur le même thème

Métropole Rouen

Travaux

D'importants travaux vont être menés boulevard Gambetta à Rouen (Seine-Maritime) au cours des prochains mois. (©FM/76actu)

Par Fabien Massin Publié le 22 avr. 2026 à 7h42

Des travaux ont démarré dans le quartier du CHU de Rouen (Seine-Maritime), précisément boulevard Gambetta. Ils portent sur un **ouvrage d'art situé sous la voirie**. Le chantier va durer jusqu'au mois de septembre, en deux phases, dont l'une impliquera la fermeture sur une portion du boulevard à la circulation.

Une structure en état de dégradation avancée

« Cet ouvrage est situé sous le boulevard Gambetta, plus précisément sous la voie TEOR, la voie de circulation général et la voie ferrée, à proximité du CHU, informe la Métropole Rouen Normandie. L'ouvrage ancien **permet à l'espace public de passer par-dessus deux cours d'eau, l'Aubette et le Robec**. La structure de l'ouvrage est dans un état de dégradation avancée, il a été sécurisé temporairement dans l'attente de sa reconstruction. »

En revanche, la partie sous la voie ferrée est en bon état et ne nécessite pas de reprise par les services ferroviaires. La piste cyclable et le trottoir resteront accessibles.

En préparation de ce chantier, des travaux d'installation de vannes sur les réseaux d'eau potable et de gaz sont réalisés pour permettre la reprise de l'ouvrage. Les travaux d'eau potable seront réalisés à partir du 13 avril et ceux de gaz à partir du 20 avril.

Une voie de circulation sera neutralisée sur le boulevard jusqu'au 15 mai, avec la mise en sens unique des quais vers le CHU entre la rue Martainville et la rue d'Amiens/route de Lyons et déviation du sens inverse *via* la route de Lyons, la rue Stewart et la rue du Faubourg-Martainville.

Fermeture totale entre les rues d'Amiens et Martainville

« L'alternat sur le secteur n'est pas possible pour la circulation générale en raison de la gestion des carrefours à feux complexe à proximité », précise la Métropole.

La démolition et la reconstruction de l'ouvrage d'art s'effectueront du 25 mai à la fin septembre avec fermeture totale du boulevard Gambetta entre la rue d'Amiens et la rue Martainville. Les déviations sont actuellement en cours d'étude.

En parallèle, dès le 13 avril jusqu'à la fin du mois de septembre, **la circulation des TEOR sera maintenue** avec ponctuellement un alternat sur la zone. »

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

actu.fr

Le pont Corneille de Rouen de nouveau totalement réutilisable : ça change tout pour les automobilistes et les cyclistes

Adrien Filoche

3–4 minutes

Depuis le mardi 21 avril 2026, le passage entre la rive gauche et la rive droite du pont Corneille de Rouen est rétabli. Une nouvelle voie cyclable est également aménagée.

Sur le même thème

- Pont Pierre-Corneille (Rouen)
- Travaux

Depuis le mardi 21 avril 2026, le passage entre la rive gauche et la rive droite du pont Corneille de Rouen est rétabli. (©FM/76actu)

Par Adrien Filoche Publié le 22 avr. 2026 à 11h06

Une bonne nouvelle pour les automobilistes… mais aussi pour les cyclistes ? Les travaux du pont Corneille de Rouen, commencé en mars 2024, arrivent enfin à leur terme. Depuis le mardi 21 avril 2026, l'axe est donc de nouveau utilisable dans son entièreté. Autrement dit, le passage pour les automobilistes entre la rive gauche à la rive droite est rétabli. Et pour les cyclistes, ils peuvent désormais profiter de nouveaux aménagements. Mais tous ne sont pas satisfaits.

Un chantier à 25 millions d'euros

« Les chantiers génèrent des nuisances, nous sommes contents de la réouverture », souligne Adrien Naizet. Comme le rappelle l'adjoint au maire de Rouen en charge de la rive gauche et de l'île Lacroix, ce grand chantier à **25 millions d'euros**, aujourd'hui en voie d'achèvement, avait pour objectif de « renforcer l'ouvrage ». Mais pas que.

« Cela a également été l'occasion de redéfinir les usages de mobilité », poursuit l'élu qui met notamment l'accès sur les nouveaux aménagements cyclables, « plus sécurisés », et clairement délimités avec de l'enrobé rouge.

Des cyclistes pas satisfaisaits

De son côté, Guillaume Grima de l'association Sabine (société amicale pour la bicyclette en Normandie et dans la Métropole de Rouen), ne cache pas son insatisfaction concernant ces nouveaux aménagements.

« On a déjà des accidents, il y a des zones de dangers importants. Nous sommes en colère », fustige-t-il. Il déplore par ailleurs le rétablissement de l'axe Nord-Sud pour les automobilistes, ce qui vient réduire la place pour les vélos.

« L'un des ponts les plus utilisés »

Concernant les automobilistes, ils retrouvent qunat à eux l'usage du pont entre les deux rives de Rouen. « Il faut rappeler que c'est l'un des ponts les plus utilisés en termes de liaison », précise à ce titre Adrien Naizet.

Rappelons par ailleurs que les travaux avaient pris du retard, notamment suite au décès d'un ouvrier en juillet 2024.

« Initialement, c'était un chantier de 30 mois. On compte environ neuf mois de retard », indique l'adjoint au maire, précisant que les pluies en février ont aussi mis en attente les opérations techniques sur les installations cyclables.

S'il demeure encore des derniers aménagements à finaliser, le pont est aujourd'hui parfaitement utilisable. On sent d'ailleurs l'odeur de la peinture neuve.

Suivez l'actualité de Rouen sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

À Caudebec-lès-Elbeuf, Pascal Bellet, chef de la police municipale, raccroche les gants

Frédérique THULLIER

5–7 minutes

Chef de la police municipale de Caudebec-lès-Elbeuf depuis trente ans, Pascal Bellet, ancien boxeur professionnel, prend sa retraite et passe le relais à Eddy Cauchois.

Pascal Bellet (à gauche) passe le relais à Eddy Cauchois - Paris Normandie

Par Frédérique THULLIER

Publié: 22 Avril 2026 à 13h45 Temps de lecture: 1 min

Une page se tourne à la police municipale de Caudebec-lès-Elbeuf. Pascal Bellet, chef depuis trente ans, prend sa retraite à la fin du mois d'avril. Celui que certains appellent « Pascal le boxeur », en référence à sa carrière professionnelle sur les rings, passe le relais à Eddy Cauchois, 30 ans.

Consultez l'actualité en vidéo

« Je reste à la disposition de mes collègues qui ont mon numéro personnel, précise d'emblée le futur retraité qui aura du mal à raccrocher aussi vite les gants, dévoué qu'il est, depuis trois décennies, à la commune qu'il habite depuis vingt-cinq ans et à ses habitants. *J'adore la proximité avec les gens et ils viennent vers moi parce qu'ils savent que je vais les aider. »*

Boxeur professionnel

Cette implication dans la vie communale ne date pas d'hier. S'il a commencé sa carrière de policier municipal à Elbeuf après avoir travaillé neuf ans chez Renault à Grand-Couronne, ce sont ses qualités de boxeur de haut niveau qui lui ont valu de tisser les premiers liens avec la population caudebécaise.

« J'ai été boxeur professionnel en équipe de France dans les années 80, détaille celui qui a, à son actif, *« 27 combats chez les pros »*. Sept fois champion de Normandie et deux fois vice-champion de France, il a été présélectionné pour les Jeux olympiques de Los Angeles en 1984.

> « Grâce à la boxe, j'ai noué des liens qui ont grandement facilité mon rôle de médiateur. »
>
> **Pascal Bellet**, Chef de la police municipale de Caudebec-lès-Elbeuf

Pascal Bellet, chef de la police municipale de Caudebec-lès-Elbeuf. - Paris Normandie

« Quand j'ai intégré la police municipale d'Elbeuf, en 1992, c'était le tout début de la PM et du stationnement payant, se souvient Pascal Bellet. *J'étais bien à l'usine Renault mais j'avais envie de changement et j'ai passé le concours pour être policier municipal. »*

Quatre ans plus tard, il est embauché à Caudebec *« pour m'occuper des jeunes pendant les vacances,* raconte-t-il. *J'avais un ring mobile que j'installais devant la salle Bourvil et dans les quartiers. Grâce à la boxe, j'ai noué des liens qui ont grandement facilité mon rôle de médiateur ».*

« Papy police »

Issu d'une famille de douze enfants, père de trois filles et quatre, *« bientôt cinq »*, fois grand-père, celui que ses petits-enfants nomment « papy police » a toujours apprécié d'être entouré et s'est appliqué à aider les autres. *« On me sollicitait pour réparer une roue ou la porte de la maison d'une mamie »*, sourit-il.

Les moments les plus difficiles du policier municipal, *« c'est d'être le premier sur les lieux quand quelqu'un, surtout si on le connaît, s'est suicidé,* se remémore-t-il. *Mais à deux reprises, je suis arrivé à temps pour dissuader le désespéré de passer à l'acte et le désarmer. Ça, ce sont de très bons souvenirs ».* Et s'il devait donner un conseil à son successeur, *« ne jamais négliger un appel, il n'y en a pas d'anodin ».*

Continuer la course à pied avec le RCC Cross de Caudebec, bricoler dans sa maison *« pour faire tout ce que j'ai laissé de côté »* et consacrer du temps à ses petits-enfants seront les principales activités du jeune retraité à partir de fin avril.

Lire aussi

À Saint-Pierre-lès-Elbeuf, une matinée consacrée à prendre soin de votre cœur

france3-regions.franceinfo.fr

"Les bateaux font un détour de 13 000 km" : avec la guerre en Iran, le coût du fret maritime s'envole

Léna Thobie-Gorce

4–5 minutes

Pour certaines entreprises proches du Havre (Seine-Maritime), le coût du fret maritime a augmenté de 75 %. En cause : la guerre au Moyen-Orient qui empêche les porte-conteneurs de naviguer dans la région. Cette hausse du fret risque de se répercuter sur les prix de ventes.

L'actu des régions

Chaque jour, un tour d'horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Depuis plusieurs mois, il n'y a pas que le prix du carburant qui s'envole à cause de la Guerre en Iran, c'est aussi le cas du prix du fret maritime. Au port du Havre, les entreprises qui importent ou exportent des marchandises sont directement impactées.

C'est le cas notamment de Guillemette & Cie, qui importe et distribue du bois à travers le monde entier. Dans leur entrepôt à Honfleur (Calvados), l'entreprise stocke tous les bois qui ont été séchés et transformés, avant qu'ils ne soient exportés.

"*Nous exportons en Amérique du Nord, du Sud, sur le continent africain et beaucoup sur le continent asiatique. C'est là où nous sommes le plus impactés, car avec le conflit au Moyen-Orient, les bateaux n'ont plus la possibilité de passer par le canal de Suez*", explique Emmanuel Guillemette, dirigeant de Guillemette & Cie.

"*Les bateaux font donc un détour par le Cap de Bonne-Espérance, et avant d'arriver jusqu'au Havre où les conteneurs sont déchargés, ils ont parcouru une distance de 13 000 km supplémentaire*", ajoute-t-il.

Reportage de Lila Lefebvre et Hervé Guiraudou :

durée de la vidéo : 00h01mn39s

Avec la guerre au Moyen-Orient et la fermeture de certains passage, le coût du fret maritime augmente fortement. • ©H. Guiraudou

Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la ligne maritime Asie-Le Havre est déviée. Le Canal de Suez et le Détroit d'Ormuz sont tous les deux fermés. Cela oblige les porte-conteneurs à faire un important détour, ce qui augmente forcément le coût du transport.

> Aujourd'hui, 90 % du transport du bois est conteneurisé. Le Havre étant le premier importateur, c'est toute la filière qui est impactée.
>
> *Emmanuel Guillemette, dirigeant de Guillemette & Cie*

"*Avant le conflit, on payait le prix du conteneur autour de 2 000 euros, ce qui était un prix relativement stable. Aujourd'hui, on est impacté à hauteur de 1 000 à 1 500 euros de plus en surcoût. C'est lié à la distance parcourue et au prix du carburant*", relate Emmanuel Guillemette.

Chaque année, l'entreprise importe entre 650 et 700 conteneurs de 40 pieds par an. Le coût supplémentaire sur 12 mois avec la guerre en Iran, devrait être de "*700 000 à 1 million de dollars*" selon son dirigeant. Difficile alors pour lui de ne pas répercuter ces hausses de coût sur ses prix de vente.

L'entreprise Lecarpentier SAS située à Saint-Jouin-Bruneval (Seine-Maritime) et productrice de pommes de terre, ne pourra pas éviter l'augmentation de ses prix. En effet, elle aussi est confrontée à la hausse du coût du fret à l'import.

"*On est vraiment impacté sur le coût des emballages. Par exemple, les pommes de terre qui sont exportées dans un format de 10 kilos, le sac de 10 kilos, eh bien il vient de prendre 15 % supplémentaires. Ça nous impacte directement sur notre prix de revient*", détaille Jean-Baptiste Lecarpentier, co-gérant de Lecarpentier SAS.

Conséquence directe de l'augmentation du coût du fret, et du prix de l'essence qui a doublé, les consommateurs devraient voir dans les semaines à venir, les prix augmenter dans les rayons.

france3-regions.franceinfo.fr

Prix du carburant en hausse et budget vacances en baisse : Pâques déçoit les professionnels du tourisme. "Sur

Yves Asernal

3–4 minutes

Les campings et hôtels de Seine-Maritime tirent un premier bilan décevant des vacances de Pâques. Entre prix du carburant en hausse et budgets serrés, les voyageurs ont changé leurs habitudes et les réservations pour l'été inquiètent déjà les professionnels du tourisme.

L’actu des régions

Chaque jour, un tour d’horizon des principales infos de toutes les régions.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L’actu des régions". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

À Saint-Jouin-Bruneval, en Seine-Maritime, la plupart des emplacements du camping Valhalla sont inoccupés. Le gérant de l'établissement, Nicolas Duval, ne cache pas sa déception.

> Sur les réservations, Pâques, ça a été très timide. On est situé plutôt à 30 % de réservation alors que l'année dernière, on était plutôt à 40 ou 50 %.
>
> *Nicolas Duval, gérant du camping Valhalla à Saint-Jouin-Bruneval*

Le reportage de Lila Lefebvre et Marie Benoist :

durée de la vidéo : 00h01mn49s

Pâques décevant pour les professionnels du tourisme • ©F3 Normandie

En cause, selon Nicolas Duval, la hausse du prix du carburant : "*On arrive quand même à 180 euros pour faire le plein d'un gros camping-car,* illustre-t-il. *Ça doit freiner pas mal de camping-caristes*."

Le constat se confirme sur le terrain. Marie Launay, camping-cariste venue de la Sarthe, a revu ses dépenses à la baisse.

> On devait aller au restaurant, on n'y est pas allés. On ramène vraiment des choses de chez nous, donc on fait moins de commerces de proximité. Là, il y a un petit boucher, d'habitude on va lui acheter quelque chose, cette fois, on n'a rien pris.
>
> *Marie Launay, camping-cariste*

Les professionnels voient aussi les signaux se dégrader pour la suite de la saison. Nicolas Duval décrit un camping qui se vide : "*On a des appels téléphoniques qui nous disent qu'ils vont annuler ce qu'ils avaient réservé en janvier, parce qu'avec le coût du carburant, ils préfèrent reporter leurs vacances. On constate un mois d'avril plus frileux, des séjours plus courts*."

Même inquiétude du côté de l'hôtellerie havraise. Philippe Rozel, gérant du Best Western, constate que les réservations pour juillet-août sont déjà mal engagées.

> Il y a une partie de la clientèle qui se positionne toujours assez tôt pour bénéficier de promotions et qui ne sont pas au rendez-vous. Les réservations pour juillet-août ne sont pas très bonnes.
>
> *Philippe Rozel, gérant du Best Western*

Les petits établissements sont les plus exposés : sans marge de manœuvre pour pratiquer des prix attractifs, ils subissent de plein fouet ce recul de la demande. Les ponts du mois de mai pourraient offrir un répit bienvenu... à condition que le moral des vacanciers suive.

actu.fr

230 communes de Seine-Maritime touchées par ce plan d'épandage : une enquête publique ouverte

Mathieu Te Morsche

3–4 minutes

Jusqu'au 29 avril 2026, 18 h, une enquête publique est ouverte sur la modification du plan d'épandage du digestat du méthaniseur de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime).

Sur le même thème

- Agriculture
- Méthanisation
- Total

En avril 2025, du digestat avait été épandu dans des champs autour de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime), comme ici à La Gaillarde. ©Mathieu te Morsche / Les Informations dieppoises

Par Mathieu Te Morsche Publié le 22 avr. 2026 à 12h00

Depuis un peu plus d'un an, des agriculteurs de la région de Fontaine-le-Dun (Seine-Maritime), et même au-delà, peuvent épandre leurs champs avec le **digestat**, c'est-à-dire les résidus, du méthaniseur BioNorrois, piloté par TotalEnergies et alimenté par les pulpes de betteraves de la sucrerie Cristal Union.

La société BioNorrois souhaite désormais modifier son **plan d'épandage**, et les habitants sont invités à donner leur avis via une enquête publique, ouverte jusqu'au mercredi 29 avril 2026 18 h. Cette mise à contribution du public est ouverte à tous.

Une augmentation de la surface

Le nouveau plan d'épandage concerne 230 communes de Seine-Maritime, allant de Veules-les-Roses jusqu'à Fontaine-le-Dun en passant par Blosseville, Bacqueville-en-Caux ou encore Martin-Église et Dieppe. La surface totale d'épandage passerait de 16 176 à **16 558 hectares**.

Des opposants ont déjà déposé leurs observations en ligne. Beaucoup craignent les **odeurs**. À Blosseville par exemple, une parcelle à épandre se trouverait en plein **milieu** du village et se situerait alors dans les vents dominants.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Les digestats ne génèrent **aucune nuisance olfactive**, assure de son côté BioNorrois dans le dossier de l'enquête publique. De plus, une distance de protection de **50 mètres** vis-à-vis des habitations est respectée, elle constitue une précaution supplémentaire. »

Cinq stockages de digestat

D'autres contributeurs ont peur d'infiltrations dans la **nappe phréatique** et pointent du doigt l'augmentation du trafic de camions, qui font la navette entre la parcelle à épandre et un site de stockage de digestat.

Cette enquête publique concerne également les stockages de digestat, à l'image de la lagune à Sotteville-sur-Mer à laquelle **s'opposent** des habitants.

Deux cuves en béton aériennes et trois lagunes, toutes de 5 000 m^3 sont autorisées par arrêté préfectoral de février 2025 : à Sotteville-sur-Mer, Drosay, Envronville, Saint-Ouen-le-Mauger et Heugleville-sur-Scie.

Dossier à retrouver en ligne sur registre-numerique.fr/bionorrois76740-seine-maritime-2026 ou sur le site de la commune de Blosseville : blossevillesurmer.fr

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

france3-regions.franceinfo.fr

"On compare des établissements qui n'ont rien à voir entre eux" : que révèle vraiment le classement des Ehpad

Marc Michel-Dherissart

7–9 minutes

Depuis plusieurs années, la Haute autorité de santé note les maisons de retraite. Une évaluation obligatoire qui classe les Ehpad en différentes catégories. Interrogés, certains "mauvais élèves" mais aussi les "bons" remette en question la pertinence de certains critères. Précisions.

La Quotidienne Société

De la vie quotidienne aux grands enjeux, recevez tous les jours les sujets qui font la société locale, comme la justice, l'éducation, la santé et la famille.

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. Notre politique de confidentialité

Comment évaluer la vie d'une personne dépendante dans un établissement spécialisé ? C'est la question à laquelle tente de répondre la Haute Autorité de Santé depuis 2019.

Il lui aura fallu plus de 3 ans pour établir un référentiel d'analyse. Cette grille d'analyse permet de définir une évaluation. Une appréciation qui reste perfectible pour certains professionnels mais qui a le mérite de souligner des points de faiblesse ou des axes d'amélioration.

Parmi les 237 Ehpad de la région évalués sous le contrôle de la HAS (sur les 711 répartis dans les cinq départements normands), la Bucaille à Cherbourg est classé D. L'établissement ne satisfait que deux critères impératifs sur les dix-huit que compte la grille.

Dans cet établissement, la direction pointe une évaluation uniforme qui ne tient pas compte de la réalité du terrain. Un autre point mis en avant par la direction est la forme juridique de l'établissement.

> Cette évaluation de l'HAS compare des établissements qui n'ont rien à voir entre eux, des filières de grands groupes à des structure comme les

> nôtres alors que nous sommes une association à but non lucratif.
>
> *Stéphanie Chippaux, directrice de l'EHPAD de la Bucaille à Cherbourg*

La directrice souligne également le manque de pondération des scores par rapport au nombre de lits, ou aux effectifs du personnel. Il convient de remarquer que des structures de taille comparable (75 lits pour 50 personnes en équivalent temps plein) sont classées "A" par la Haute Autorité de Santé.

C'est donc peut-être dans le détail des évaluations qu'il faut chercher le bon, ou mauvais score d'un établissement.

L'un des reproches fait à cette évaluation de la Haute Autorité de Santé, c'est de faire la part belle à l'administratif plus qu'au bien-être des résidents. Le rapport final ferait trop de place aux questions d'administration.

C'est notamment ce que souligne l'Ehpad Ricordeau de la Hague (Manche), qui obtient la pire note de la région : seulement 30 sur 100 et une note globale "D".

> Ce rapport a permis de dégager les points forts mais aussi les axes de progrès sur lesquels la structure doit travailler pour améliorer sa cotation : il s'agit principalement de formalités administratives
>
> *Communiqué de la commune de la Hague à propos de l'EHPAD Ricordeau*

Un constat que partage Patrice Machuret, directeur d'un EHPAD dans le Calvados et auteur du livre *Papa, Maman, qu'est-ce qu'on va faire de vous ?* À propos de ces évaluations, il souligne dans son ouvrage que "*vous devez produire les preuves écrites de votre travail au quotidien, une traçabilité obligatoire sans laquelle les critères ne sont pas validés*".

> Par exemple, dans le critère "respect de la personne", on doit rapporter la preuve que l'on a bien frappé à la porte de la chambre d'un résident avant d'y entrer. Si ce n'est pas écrit, on est soupçonné de ne pas l'avoir fait.
>
> *Stéphanie Chippaux, directrice de l'Ehpad de la Bucaille à Cherbourg*

Mais l'administratif, ce n'est pas uniquement consigner des choses qui peuvent apparaître anodines ou "chronophages", c'est aussi, parfois, la garantie d'une bonne prise en charge d'un résident.

Patrice Machuret cite l'exemple d'une résidente "*qui ne mange que des crèmes desserts*" ou d'une autre qui a peur de la douche, "*à qui l'on doit faire des shampoings secs*". Si ces évènements ne sont pas consignés dans un dossier avec un avis médical, il peut y avoir, légitimement, un soupçon de mauvais traitement.

C'est la difficulté de ce genre d'évaluation soit elle est "objective" et pointe sur des critères administratifs, soit elle est "subjective" et se concentre sur

le ressenti des personnes accueillies, du personnel. L'HAS a essayé de mêler les deux grâce à une évaluation qui se déroule sur deux jours.

L'évaluation des Ehpad est une obligation depuis 2019. Mais c'est l'établissement qui doit organiser son propre contrôle. Il faut contacter un organisme agréé, et payer le prix de cet audit obligatoire.

À Cherbourg, pour l'Ehpad de la Bucaille la direction confie avoir payé 7 000 euros. À Bretteville-sur-Odon, la prestation a été facturée 10 000 euros pour la résidence Soleil.

L'évaluation se déroule, normalement, en deux phases :

- les contrôleurs demandent la communication d'un certain nombre de pièces (tableaux de service du personnel, rapports du conseil de la vie sociale, règlement intérieur, etc...),
- une évaluation "in situ" qui comprend des entretiens avec des membres du personnel, des résidents, des personnes de certaines familles.

Une enquête de terrain qui permet de contrebalancer la sanction des notes chiffrées par une appréciation :

> Les résidents rencontrés ont fait état d'un bon niveau de satisfaction concernant les prestations délivrées dans le cadre de leur accompagnement et de l'approche bienveillante des professionnels.
>
> *Extrait du rapport de la Haute Autorité de Santé à propos de l'EHPAD Ricordeau, cité par la mairie de la Hague*

Après des scandales qui ont marqué le secteur de la prise en charge des personnes âgées, il était important de faire le bilan des structures d'accueil. L'évaluation de l'HAS remplit cette mission, avec ses points forts, mais aussi ses faiblesses. Des actions ont été entreprises.

> Le Conseil de Vie Sociale qui donne notamment la parole aux résidents et leurs familles sur le fonctionnement de l'Ehpad a été créé et s'est déjà réuni à plusieurs reprises. L'Ehpad a engagé des travaux sur le projet d'établissement. Il verra le jour à l'automne 2026 comme convenu dans le plan d'actions. Le règlement de fonctionnement et le livret d'accueil sont finalisés et un comité éthique, animé par un psychologue sera mis en place chaque trimestre.
>
> *Communiqué de la commune de la Hague à propos de l'Ehpad Ricordeau*

C'est le même constat pour la directrice de la résidence de la Bucaille de Cherbourg, où Stéphanie Chippaux indique "*nous avons déjà entrepris un redressement administratif*".

Pour les établissements concernés, il ne faut pas perdre de temps, le manquement aux points impératifs visés par l'HAS est transmis aux ARS (Agences régionales de santé) et les établissements doivent

entreprendre des actions, ou établir un calendrier d'action, dans un délai de deux mois après la publication du rapport.

Et si, finalement, ces rapports de la Haute Autorité de Santé mettaient en lumière certains aspects de la société française ? Comment, par exemple, évaluer de la même façon un établissement situé dans un désert médical avec un établissement situé dans une région bien dotée en professionnels de santé ? C'est un peu la limite de cet exercice.

Une autre limite concernant ces évaluations est l'intervalle auquel elles sont effectuées, tous les cinq ans. Un délai considérable pendant lequel un établissement peut changer dans le bon ou le mauvais sens.

actu.fr

Cathédrale de Rouen : les bâches autour de la flèche en partie retirées, on vous explique pourquoi

Rédaction Normandie

3–4 minutes

Depuis quelques jours, une partie des bâches entourant la flèche de la cathédrale Notre-Dame de Rouen ont été retirées. On vous explique pourquoi.

Sur le même thème

Cathédrale de Rouen
Patrimoine

Une partie des bâches a été retirée de la flèche de la cathédrale de Rouen. (©FM / 76actu)

Par Rédaction Normandie Publié le 23 avr. 2026 à 7h22 ; mis à jour le 23 avr. 2026 à 8h24

Vous l'avez peut-être remarqué depuis ce lundi 20 avril : **une partie des bâches entourant la flèche** de la cathédrale de Rouen **a été retirée**. Un changement qui marque **une nouvelle étape dans ce vaste chantier** de restauration engagé depuis 10 ans.

Selon la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Normandie, ce retrait partiel intervient en prévision de la sixième phase

des travaux, qui débutera courant 2026. L'objectif de cette nouvelle étape : **la restauration de la flèche d'Alavoine** qui culmine à 151 mètres de hauteur.

Un chantier d'envergure lancé en 2016

Débuté en 2016, ce chantier exceptionnel comporte sept phases successives et progresse de la base vers le sommet de la structure.

Au fil des années, les précédentes phases ont permis de consolider et restaurer les parties basses, puis intermédiaires de la flèche : « Les interventions ont notamment concerné les éléments en fonte, la structure en acier Corten, les systèmes d'assemblage ainsi que les traitements destinés à protéger les surfaces contre la corrosion, détaille Emmanuel Jouanno, responsable communication de la DRAC. Ces travaux ont déjà permis de stabiliser la structure de l'ouvrage. »

Cap sur le sommet

Désormais les travaux vont se concentrer sur les parties les plus hautes de la flèche. Cette étape, dont les études ont commencé fin 2025, prévoit la restauration du lanternon et des éléments sommitaux dont **le célèbre coq rouennais** : « Ces zones sont les plus soumises aux intempéries. Une telle exposition nécessite donc de consolider durablement l'ensemble », poursuit Emmanuel Jouanno. Une septième et ultime étape de restauration concernera enfin **le tabouret**, la partie inférieure de flèche.

Pour rappel, la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption de Rouen appartient à l'État et bénéficie d'un financement public intégral. La totalité des travaux est donc prise en charge via les dotations de crédits dédiés au patrimoine (BOP 175).

Charline Buchard

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec Mon Actu.

paris-normandie.fr

« Je ne suis pas un maire d'extrême droite » : Tony Leprêtre se confie un mois après sa prise de fonction

Romain Huynh

6–8 minutes

Tony Leprêtre, référent départemental des Patriotes, a ravi la mairie d'Harfleur après 61 ans de municipalité communiste. Quatre semaines après son élection, il répond aux questions du Havre Paris Normandie. Rencontre.

Par Romain Huynh

Publié: 22 Avril 2026 à 18h30 Temps de lecture: 2 min

Un mois après son élection à la mairie d'Harfleur, Tony Leprêtre (Les Patriotes) prend ses marques. Le conseil municipal du 20 avril 2026 a été notamment marqué par une passe d'armes entre lui et son principal opposant, Kévin Crochemore (PCF), sur l'orientation politique de la majorité et l'absence d'Harfleur à la vice-présidence de la communauté urbaine. Entre gestion au quotidien, rapports avec Édouard Philippe et allégeances politiques, il nous parle de ses premières semaines dans le fauteuil de maire.

Consultez l'actualité en vidéo

Tony Leprêtre, cela fait un mois exactement que vous êtes maire d'Harfleur. On l'a vu lors du conseil municipal d'installation, vous ne vous êtes entourés que de cinq adjoints, c'est peu. Pourquoi ce choix, et comment comptez-vous l'assumer au quotidien ?

« C'est vrai, cinq adjoints, c'est peu. Mon état d'esprit au moment de constituer l'équipe, ça a été de regrouper les gens selon les compétences et les disponibilités de chacun. Or, tout le monde n'était pas disponible au même niveau. Des personnes venaient en soutien à la liste, pas pour s'engager plus que cela. Mais maintenant que nous sommes élus, certains ont l'envie de s'investir. Alors, on teste sous cette forme pendant

un an, mais ce n'est pas figé. L'an prochain, on passera peut-être à huit adjoints. Pour ce qui est de l'assumer… c'est beaucoup de travail, je suis, et nous sommes, en formation perpétuelle. J'étudie chez moi, tard le soir. Nous sommes une liste citoyenne, ce qui veut dire qu'on n'a pas fait l'ENA. C'est une grosse charge physique et mentale. »

Vous revendiquez être une liste citoyenne, mais vous êtes référent départemental pour les Patriotes, tout comme votre directeur de cabinet, et votre troisième adjoint est membre du Rassemblement national. Vous êtes gêné par l'étiquette « extrême droite » ?

« Je ne suis pas un maire d'extrême droite. D'abord, les Patriotes, c'est la droite souverainiste. Nous revendiquons d'abord une souveraineté vis-à-vis de l'Union européenne. Et puis, ici, je suis le maire d'Harfleur, je m'occupe des affaires d'Harfleur, pas des problématiques nationales ou internationales. Alors oui, je reste très attaché à ma famille politique. Quand j'ai été élu, Florian [Philippot, président des Patriotes, NDLR] était content, on se connaît bien, il a été parmi les premiers à me féliciter. Mais les Patriotes n'ont pas financé la campagne, ils n'ont pas participé à la formation des élus, ils ne définissent pas la ligne de la mairie. Et puis, pour tout vous dire, une personne de Reconquête a voulu faire partie de la liste. Je ne l'ai pas souhaité, parce que ce parti met une cible sur certaines populations. »

Vous ne faites pas partie des vice-présidents de la Communauté urbaine, ce qui est une première pour Harfleur qui est la quatrième ville de l'agglomération. Comment cette décision a-t-elle été prise ?

« Édouard Philippe m'a appelé, il m'a expliqué qu'il fallait un minimum de confiance entre nous. Evidemment, j'aurais souhaité être vice-président, pour le bien d'Harfleur. J'ai essayé de défendre mon point de vue, mais la décision était prise de toute façon. Dans sa prise de parole en conseil communautaire, le président a parlé d'une certaine représentativité, d'une mixité… et finalement, il ne prend pas Harfleur. Je le déplore. Et en même temps, j'essaie de me mettre à sa place. Je suis nouveau, je suis membre des Patriotes, il a besoin d'avoir confiance. »

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques en cliquant ici Lire aussi

Après la mort de Romane renversée près du Havre, un collectif citoyens demande plus de sécurité

Football – Arkema Première Ligue : le HAC craque face à Lens et relance la course au maintien

Harfleur en perte d'influence à l'agglo, vols d'objets d'art, menaces à Pierre-Janet… Le point actu à 20 h

paris-normandie.fr

« Du côté du RN comme des autres partis, c'est la démagogie totale », selon le patron du Medef Normandie

Patricia LIONNET

8–10 minutes

L'image des patrons qui s'améliore. Des chefs d'entreprises qui regardent vers le Rassemblement national (RN). Jean-Philippe Daull, dirigeant du groupe normand Candor et président du Medef Normandie, s'exprime sur l'état d'esprit actuel des patrons.

Jean-Philippe Daull, président directeur général du groupe de propreté normand Candor dont le siège se situe dans l'Eure, est élu président du Medef Normandie depuis juillet 2024 pour un mandat de trois ans. - Archives Paris Normandie

Par Patricia LIONNET

Publié: 23 Avril 2026 à 06h09 Temps de lecture: 2 min

Selon un sondage publié en février 2026, les Français soutiennent désormais les chefs d'entreprise, qu'ils appellent à davantage écouter. Autrefois mal-aimés, ils ont inversé la tendance et sont désormais largement soutenus, à en croire une enquête (*) menée par OpinionWay pour la Fondapol et le Cercle des entrepreneurs engagés. Alors qu'ils ne

cessent d'alerter ces derniers mois sur les conséquences de la pression fiscale et de l'instabilité politique sur leur activité, ils ont, ces derniers jours, fait parler d'eux en se « rapprochant » du RN (déjeuner entre les patrons du CAC 40 et Marine Le Pen, rencontre entre Jordan Bardella et le Medef le 20 avril 2026). Qu'en pense, le «patron des patrons» normands, Jean-Philippe Daull, président du Medef (Mouvement des entreprises de France) Normandie et dirigeant de Candor (2400 salariés), groupe normand spécialisé dans la propreté.

Consultez l'actualité en vidéo

C'est désormais dans l'ADN des chefs d'entreprise de rencontrer le RN ?

« Le premier point, c'est cette enquête qui a montré que 75%, des Français ont confiance dans la parole des chefs d'entreprise et ils aimeraient qu'ils s'impliquent davantage dans le débat politique. On s'est dit au Medef que dans la perspective des élections présidentielles, les Français sont dans l'attente qu'on se positionne davantage. Putôt que de subir une élection sans prendre voix au chapitre et sans donner notre opinion ce qui nous semble être bon pour notre pays et pour son économie, on va prendre les devants. Une vaste enquête auprès de centaines de milliers de chefs d'entreprise a été lancée et chacun va être amené à s'exprimer sur les priorités. On a déjà des idées quand même assez précises sur ce qu'il faut faire pour la France, mais cette enquête contribue à nourrir le débat.»

Et le RN là-dedans ?

« Pour revenir plus précisément sur votre question par rapport au RN et qui n'a pas forcément été précisé partout dans la presse, c'est que le Medef rencontre tous les futurs candidats ou chefs de parti. Le but est de présenter nos idées et de faire en sorte d'avoir des partis qui maîtrisent mieux le sujet économique. Parce que malheureusement, et on voit très bien comment ça va se profiler : cela risque d'être la course à l'échalote avec celui qui sera le plus démago possible, parce qu'évidemment, on rase gratis.

Dans la période que l'on vit et dans la situation économique de la France, c'est juste catastrophique. On voit qu'il y a deux lignes économiques radicalement différentes entre une Marine Le Pen et le groupe qu'elle représente à l'Assemblée nationale, qui a été celui qui a le plus voté de taxes pour les entreprises, alors que la France est le pays où les entreprises sont les plus taxées au monde. Pour rappel, il y a 57% de dépenses publiques en France, le pays qui taxe le plus, qui a le plus de dépenses publiques de tous les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques). En face, vous avez un Jordan Bardella, dont on ne connaît pas trop les sensibilités économiques, qui a un discours un peu vague. On a envie que se lève

cette ambiguïté absolument gigantesque entre deux lignes économiques au sein même du Rassemblement national. »

Notre rôle, c'est de revenir à la réalité

Comment voyez-vous votre rôle dans la future campagne présidentielle ?

« On estime qu'on a un rôle fondamental vu l'état de notre pays pour essayer de lever tous ces doutes, parce qu'encore une fois, on est dans la démagogie la plus totale, que ce soit le RN ou bien d'autres partis. La réforme des retraites, c'est quand même un énorme sujet en France. On entend le RN dire que non seulement il faut la laisser à 62 ans, mais pourquoi pas ramener la retraite à 60 ans, ce qui est une hérésie totale. On est dans une espèce de délire aussi bien du côté du Rassemblement national que dans d'autres partis politiques, que nous estimons que notre rôle, c'est de revenir à la réalité. »

Donc, vous allez faire de la politique ?

« Nous ne faisons pas de politique. J'en veux pour preuve, lorsque l'on applaudit le gouvernement socialiste espagnol qui fait remonter l'âge de la retraite à 68 ans. Ce gouvernement de gauche qui ose prendre la réalité et fait en sorte que son pays ne sombre pas, ce qui est clairement en train de se passer en France. On dit juste ce qui nous paraît essentiel, ce qui nous paraît délirant dans les propositions qui seront faites dans le cadre des différents programmes. »

Leur principal objectif, c'est d'être élu

Et si vous aviez Jordan Bardella en face de vous, que lui diriez-vous ?

« J'aimerais lui dire qu'il écoute les propositions du Medef, qu'il clarifie les propositions économiques. Parce qu'aujourd'hui l'idée du RN, comme les autres partis politiques : leur principal objectif, c'est d'être élu. Alors comment on fait pour être élu ? On va dire aux Français que la retraite, on ne va pas y toucher.»

Quelles remontées avez-vous de la part des patrons normands ?

« Ils sont extrêmement préoccupés par la crise économique. En gros, depuis la dissolution, une décision catastrophique, il n'y a plus aucune visibilité sur rien avec un nombre record de défaillances d'entreprises en France de l'ordre de 70 000 en 2025. C'est le même bilan en Normandie.»

Un Normand, maire du Havre, a évoqué le départ à la retraite à 67 ans...

« Effectivement, j'ai entendu parler de ça. Mais, le programme précis d'Edouard Philippe, je ne le connais pas encore. Ce que j'ai

entendu, c'était vraiment une bribe finalement ou une ébauche de début de programme. C'est qu'effectivement, pour lui, conserver l'âge de la retraite et donc d'avoir bloqué la réforme des retraites, c'était une hérésie. Sans faire de politique, c'est sûr que là, pour le coup, cela va totalement dans la direction que préconise le Medef.»

(*) : un sondage publié dimanche 1er février 2026 dans La Tribune Dimanche, réalisé par OpinionWay pour la Fondapol et le Cercle des entrepreneurs engagés.

Lire aussi

Travaux à Louviers : la circulation perturbée pendant plusieurs semaines

Cet habitant de l'Eure imagine une immersion sans nature pour alerter sur l'urgence écologique

acteurspublics.fr

Présidentielle 2027 : le Parti socialiste veut remettre le statut au centre de la fonction publique

Simon Gendrel

7–9 minutes

La course à l'Élysée s'est bien engagée et la gauche, d'habitude discrète sur la réforme de l'État, veut sortir du bois. Ce 22 avril, depuis son siège du boulevard Saint-Martin à Paris, le Parti socialiste a présenté une première "*base de travail"* pour son futur projet présidentiel. Ce document de 144 pages, consulté par *Acteurs publics*, esquisse les grandes orientations programmatiques de la formation social-démocrate, avec en ligne de mire l'ambition d'"*achever"* le processus de décentralisation.

Structuré autour de six axes, le texte avance des priorités thématiques sans entrer, à ce stade, dans le détail opérationnel ni le chiffrage. Une prudence assumée : le document est appelé à évoluer "*dans les prochains mois*" en fonction de la stratégie politique du parti. Sur la fonction publique, le projet entend lutter "contre la précarité" par un plan de titularisation des agents contractuels "occupant des besoins permanents". Le parti à la rose s'immisce également dans le débat sur la réforme de l'État *"qui ne doit pas être laissé aux droites libérales"*, affirme le PS, qui défend un "*décloisonnement"* et une "*délocalisation"* d'une administration jugée trop centralisée.

"Refaire du statut de fonctionnaire la norme"

Point central du projet pour le service public : la fonction publique. Les socialistes plaident ainsi pour un revirement par rapport à la politique RH menée depuis l'accession d'Emmanuel Macron au pouvoir. Adoptée en août 2019 et portée par Gérald Darmanin, alors ministre de l'Action et des Comptes publics, la loi de transformation de la fonction publique visait à assouplir un système jugé trop rigide et centré sur le statut de fonctionnaire, en élargissant le recours aux agents contractuels.

Lire aussi : Comment la DGFiP, bastion du statut de la fonction publique, s'est mise à embaucher des milliers de contractuels

À contre-pied, le document socialiste entend "*refaire du statut de fonctionnaire la norme"*, en limitant le recours aux contrats aux seuls

métiers en tension ou en forte concurrence avec le secteur privé, notamment dans le numérique. Les agents contractuels représentent aujourd'hui 24 % des effectifs publics et 40 % des recrutements annuels, une tendance susceptible de s'accentuer jusqu'à atteindre un tiers des effectifs de la fonction publique d'ici cinq ans.

Autre mesure : "*harmoniser les règles de gestion des trois versants de la fonction publique"* afin de faciliter la mobilité des agents et de construire des parcours de carrière plus attractifs. Le PS envisage également d'expérimenter la semaine de quatre jours pour les postes administratifs et de réduire le temps de travail sur les fonctions les plus pénibles.

Enfin, les socialistes souhaitent garantir l'indépendance éthique des trois versants en encadrant les allers-retours entre secteur public et privé, en renforçant les règles de déontologie, en protégeant les lanceurs d'alerte et en consolidant l'indépendance de certaines fonctions clés.

La promesse d'une recomposition de l'État

Le PS reprend en revanche certains axes du projet macronien, sans l'assumer. Les socialistes disent ainsi vouloir s'attaquer à leur tour aux profils qui composent la haute administration, en promettant de "*démocratiser et diversifier les élites administratives"* : réforme du recrutement des grands corps, limitation de leur poids, diversification des profils sociaux et encouragement des mobilités entre administration et secteur non lucratif. Autant de chantiers pris à bras le corps par le Président mais qu'il a traités selon une logique de suppression des corps (notamment d'inspection, dans la préfectorale ou la diplomatie) à laquelle le PS ne souscrit sans doute pas. Reste au parti à définir sa logique de démocratisation qui n'est précisée dans le document.

Le PS reprend également l'idée passe-partout de "*décloisonner l'administration"* en souhaitant responsabiliser les directeurs d'administration centrale et en "*brisant les silos ministériels"*, via le développement de logiques de missions transversales (climat, pauvreté, santé…). Là encore, il s'agissait d'une priorité déjà mise en avant au cours du premier quinquennat d'Emmanuel Macron, notamment à travers la réduction des effectifs dans les cabinets ministériels, puis progressivement abandonnée par la suite. Pour responsabiliser et décloisonner, le PS souhaite développer *"des logiques de missions transversales (climat, pauvreté, santé…)",* sans détailler la philosophie du dispositif.

Le Parti socialiste entend par ailleurs rompre avec une administration centrale jugée trop parisiano-centrée et donner davantage de marges de manœuvre aux échelons locaux. Il propose ainsi de délocaliser certains sièges ministériels hors de la capitale et de renforcer les services déconcentrés de l'État (préfectures, rectorats, ARS). Une politique

menée à différentes reprises depuis les années 70, notamment sous la gauche.

Alors que les finances publiques sont dans un état très dégradé, le parti d'Olivier Faure entend élargir le barycentre budgétaire : réformer la gestion publique pour sortir du "tout-budgétaire", revoir la logique de performance issue de la loi organique relative aux lois de finances (Lolf), introduire des indicateurs sociaux et écologiques (pas seulement financiers). Un "teasing" qui sera scruté de près dans l'administration de Bercy.

Le volet consacré à la décentralisation met en avant la création d'une contribution territoriale universelle (CTU), destinée à renforcer l'autonomie fiscale des collectivités et à "*rétablir un lien fiscal entre citoyens, entreprises et territoires"*. Cette proposition s'inscrit dans le "nouvel acte de décentralisation" que la formation promet en cas d'accession au pouvoir. La CTU s'accompagnerait notamment du fléchage d'une partie de la taxe de séjour vers les régions, afin de financer des offres de transports.

Lire aussi : Projet de loi de décentralisation : le gouvernement revoit ses ambitions nettement à la baisse

Les socialistes se saisissent également du thème de la clarification en proposant la suppression des doublons entre l'État et les collectivités, par une clarification stricte des compétences. Cette rationalisation représenterait une économie de plus de 7,5 milliards d'euros, selon le parti. Ils reprennent également la doctrine de l'"État facilitateur" à destination des élus locaux, en promouvant l'expérimentation des politiques publiques et le développement de la différenciation, permettant d'adapter les compétences aux réalités locales. Un ensemble de mesures dont seule une partie devrait figurer dans le projet final du parti.

Le service public dans la "base de travail" socialiste

Le Parti socialiste s'inspire ici, en partie, des propositions qui ont porté Emmanuel Grégoire à l'hôtel de ville de Paris : déployer des guichets de services physiques et uniques dans chaque arrondissement et engager une "*révolution numérique*" durant la mandature. À l'échelle nationale, le parti central reprend l'idée d'un maillage territorial renforcé autour des maisons France services (MFS), dont il entend élargir le périmètre en clarifiant leurs missions, en renforçant les partenariats et en mieux informant le public de leur rôle. L'objectif : y intégrer un guichet unique regroupant les services publics de proximité, santé, droits sociaux et garde d'enfants compris.

Sur le volet numérique, le PS est sans ambiguïté : la dématérialisation doit permettre de simplifier "*l'accès au service public, non l'inverse*". "*Contre le fantasme d'un self-service public géré par l'intelligence*

artificielle, nous devons garantir à chaque usager la possibilité d'accéder à un interlocuteur humain", tranche le document.

acteurspublics.fr

Budget de l’État : la Cour des comptes appelle à un changement structurel de méthode

Par Philippine Ramognino

6–7 minutes

---

80 % : c’est la part “rigide” du budget de l’État, soit les dépenses qui ne peuvent pas être remises en cause sans engagement d’une réforme. C’est l’une des conclusions majeures du rapport de la Cour des comptes sur l’exécution du budget de l’État 2025, présenté ce mercredi 22 avril. La présidente de la première chambre de la rue Cambon, Carine Camby, sonne l’alerte : *“la rigidification des dépenses dans le budget de l’État se poursuit et contraint la construction des budgets des années à venir”*.

Résultat : en 2025, ce qu’on appelle “l’évolution tendancielle” de la dépense publique s’est chiffré à 15 milliards d’euros, selon les calculs de la Cour. Soit le double de l’année précédente. *“Le budget de l’État, tous les ans, est affecté avant toute décision nouvelle de dépenses supplémentaires de plus en plus lourdes*, a ainsi expliqué Carine Camby. *Les marges de manœuvre se réduisent donc chaque année.”* Autrement dit, avant même que ne soient décidées des réformes ou nouvelles mesures lors de la préparation du projet de loi de finances, les administrations partent déjà avec une forme de dette. Ce “tendanciel”, qui représente finalement l’écrasante majorité des dépenses, croit chaque année, résultant de l’évolution des coûts liés aux politiques existantes.

Lire aussi : Finances publiques : un redressement timide qui reporte l'essentiel des efforts à plus tard

“Le problème de ce tendanciel est qu’il est très important au moment des négociations budgétaires, et puis ensuite, en cours d’année, il n’est plus suivi”, soulève Carine Camby. La structure même des dépenses de l’État poserait donc un problème majeur dans la maîtrise du déficit public. Car pour prendre des décisions éclairées concernant les économies à réaliser afin de respecter l’objectif fixé en fin d’exercice, il est nécessaire de connaître son évolution, le tendanciel étant susceptible de varier en cours d’année.

Nouvelle méthode à mettre en œuvre

La rue Cambon est claire : cette méconnaissance de la dépense tendancielle pose un réel problème de pilotage et doit être prise au sérieux dès à présent, au risque de dégrader encore davantage les comptes publics. Elle formule donc une recommandation structurante, qui reviendrait à *"suivre l'évolution tendancielle de la dépense de façon beaucoup plus fine en cours de gestion"*. Il ne s'agirait pas de mobiliser des personnels supplémentaires au sein des administrations, mais de dédier des moyens, *"une attention particulière des administrations mission par mission"*, selon la présidente de la première chambre. Ce suivi scrupuleux serait indispensable pour réagir en cours d'année sans atteindre la fin de gestion, et ainsi éviter une augmentation non anticipée de la dépense.

Finalement, cette approche reviendrait à revoir la construction et le suivi du budget autour de trois grands agrégats, qui apporteraient une *"lecture plus informée"* aux décideurs publics : les dépenses tendancielles, les nouvelles mesures et enfin les économies. La Cour des comptes propose ainsi d'alléger *"en partie"*, ou du moins de reconfigurer, l'information budgétaire qui est aujourd'hui détaillée dans les nombreux documents présentés en annexes du projet de loi de finances chaque année.

Lire aussi : Bercy encadre plus strictement l'ouverture des crédits en attendant un budget pour 2026

Les magistrats financiers recommandent d'effectuer un *"transfert de travail et d'heures alloués"* à la construction de ces documents vers ces trois "agrégats", en délaissant par exemple les justifications au premier euro de dépenses publiques mineures. Un changement de méthode jugé essentiel en matière de visibilité.

Illustration durant la période des services votés : concrètement, durant 6 semaines, les ministères n'étaient autorisés à recourir qu'à ce "tendanciel", soit à engager seulement les dépenses sur la base des textes votés l'année précédente. *"L'enjeu est donc de prolonger l'usage de ce tendanciel, essentiel dans la construction du budget, mais également de le prolonger dans le suivi de l'exécution puisque c'est ce qui permet de tenir les crédits en quelque sorte"*, en conclut donc la rue Cambon.

Dépenses en baisse, mais effet marginal

La maîtrise de cette évolution tendancielle apparaît d'autant plus importante qu'elle empêche les mesures d'économies de porter réellement leurs fruits. Car il convient de souligner que les dépenses nettes de l'État ont enregistré un recul en 2025 par rapport à 2024. Il résulte de divers facteurs, comme le prélèvement sur la trésorerie des opérateurs, l'absence de nouveaux crédits sur la mission "Plan de relance" ou encore, et surtout, de la réalisation d'économies faisant suite

aux revues des dépenses menées depuis 2023 par les inspections générales et la rue Cambon. Elles ont permis de réaliser 4,8 milliards d'euros d'économies, pour aboutir à 3,7 milliards d'économies qualifiées de "pérennes".

Lire aussi : Les administrations ont resserré la vis sur leurs dépenses de fonctionnement en 2025

Mais, *in fine*, *"l'ensemble de ces économies compense à peine l'évolution tendancielle des dépenses de l'État, c'est-à-dire leur évolution spontanée à politique inchangée"*, regrette Carine Camby. De fait, l'État a été amené l'an dernier à *"exercer un pilotage très serré des dépenses pendant l'année 2025"*, et à annuler pas moins de 12,7 milliards d'euros de crédits de paiement, dont plus de 10 milliards en fin de gestion.

Par ailleurs, la présidente de la première chambre de la Cour des comptes a tenu à préciser qu'une partie de la progression tendancielle est liée aux dépenses de personnel, qui ont augmenté de 3,4 milliards d'euros, notamment suite à la hausse de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale. Et, surtout, Carine Camby a pointé le nombre d'emplois ouverts dans les administrations. *"Même s'il y a une réduction importante du nombre de créations d'emplois en 2025 par rapport à 2024, il y a quand même encore 3 000 créations d'emplois."* Or, la loi de programmation pour les finances publiques prévoyait de cesser toute création d'emplois publics.

acteurspublics.fr

Dix ans après la réforme territoriale, les régions relancent le débat sur un fédéralisme à la française

Simon Gendrel

5–6 minutes

Dix ans après les grandes réformes territoriales de 2015, qui ont redessiné la carte des régions et redistribué les compétences, l'heure est au bilan. Le 17 avril, le Centre national de formation de la fonction publique territoriale (CNFPT), via son école intégrée, l'Institut national des études territoriales (Inet), en partenariat avec Régions de France, s'est attelé à cet exercice avec une étude intitulée *"Les nouvelles Régions, dix ans après les réformes de 2015 : une montée en puissance à conforter"*.

En 2014, François Hollande affichait une ambition claire : *"transformer pour plusieurs décennies l'architecture territoriale de la République"*. Dans sa volonté de doter les régions d'une taille critique leur permettant de rivaliser avec les collectivités comparables en Europe, il visait aussi à *"réaliser des gains d'efficience"* avec l'accroissement, notamment, de la contribution des régions au PIB national.

Lire aussi : Les régions veulent relancer le dialogue sur le numérique avec l'État

Douze ans plus tard, le chantier est loin d'être refermé et les appels à une clarification des compétences entre collectivités se multiplient.

Si l'étude met en avant une *"meilleure lisibilité institutionnelle"*, ses auteurs pointent un retour *"par à-coups"* de l'État dans certains domaines. Résultat : des rôles qui se chevauchent, une organisation moins lisible pour les agences et opérateurs de l'État, et un débat qui reste ouvert sur l'avenir territorial de l'Hexagone, avec en toile de fond l'idée d'un *"fédéralisme à la française"* poussée par le rapport.

Une maturité institutionnelle contrainte par l'instabilité du partage des compétences

Premier enseignement de l'étude : la réduction du nombre d'échelons régionaux a amélioré la lisibilité de l'organisation territoriale. Les régions sont devenues des interlocuteurs plus clairement identifiés par l'État et les

opérateurs nationaux, ce qui a permis *“un dialogue plus direct et stratégique”*.

Cette clarification leur a aussi permis de gagner en maturité sur les compétences qui leur ont été transférées. L’étude prend l’exemple des transports avec une montée en puissance se traduisant par la capacité des régions à reprendre certaines responsabilités de l’État “*sur des politiques structurantes, comme les lignes de desserte fine du territoire”.* Un mouvement progressif, encore en cours, mais qui confirme le *“renforcement du rôle régional dans l’action publique locale”.*

Une *“maturité institutionnelle”* donc, mais qui reste fragile. L’étude souligne en effet une répartition des compétences *“incomplète”* et *“instable”* avec l’État, marquée par des “*zones de chevauchement”* qui freinent l’efficacité de l’action publique. Dans le détail, les mécanismes d’interaction entre l’État et les régions, notamment via les services déconcentrés, *“apparaissent parfois inefficaces”*, note le document. À cela s’ajoutent les évolutions fréquentes de la gouvernance des agences et opérateurs de l’État, qui entretiennent cette instabilité. Enfin, le retrait partiel des départements dans l’action économique, comme le dit l’étude, vient encore brouiller la lecture d’ensemble, alors même que cette compétence reste centrale pour les régions.

L’hypothèse d’un “fédéralisme à la française”

Surtout, l’État réinvestit par à-coups certains champs d’intervention, *“toujours dans le développement économique”*, reléguant parfois les régions à un rôle secondaire *“alors qu’elles ont démontré leur capacité d’action”*, dit le rapport, qui évoque des formes persistantes de “recentralisation”.

L’occasion pour les auteurs d’évoquer l’hypothèse d’un *“fédéralisme à la française”*, qui, selon l’étude, trouve un écho croissant dans l’opinion publique : *“71 % des Français se disent favorables à ce que la France devienne fédérale”*, souligne le document, dans le sillage des prises de position de plusieurs présidents de région lors du dernier congrès de Régions de France.

Lire aussi : Des régions remplacées par les départements ? Des députés veulent simplifier le millefeuille territorial

Le rapport réinterroge aussi la nature unitaire de l’État français, en comparant avec les Länder allemands, les cantons suisses ou les régions autonomes espagnoles. Il souligne que “*la décentralisation régionale en France reste limitée par le fait que les régions sont une collectivité parmi d’autres”*, alors que dans d’autres pays, elles occupent une place intermédiaire entre l’État et les collectivités locales.

Dans cette perspective, une nouvelle étape de décentralisation pourrait

passer par une transformation du rôle des régions, auxquelles pourrait être reconnu un rôle d'organisation territoriale "*à l'échelle infranationale"*, ainsi qu'une redéfinition du champ de compétence de l'État.

Enfin, les auteurs s'interrogent sur la place des départements dans l'architecture territoriale. Ils soulignent que *"le bloc communal dialogue aujourd'hui plus facilement avec la région sur les enjeux de développement qu'avec le département"*, autre sujet à traiter en matière de répartition des compétences.